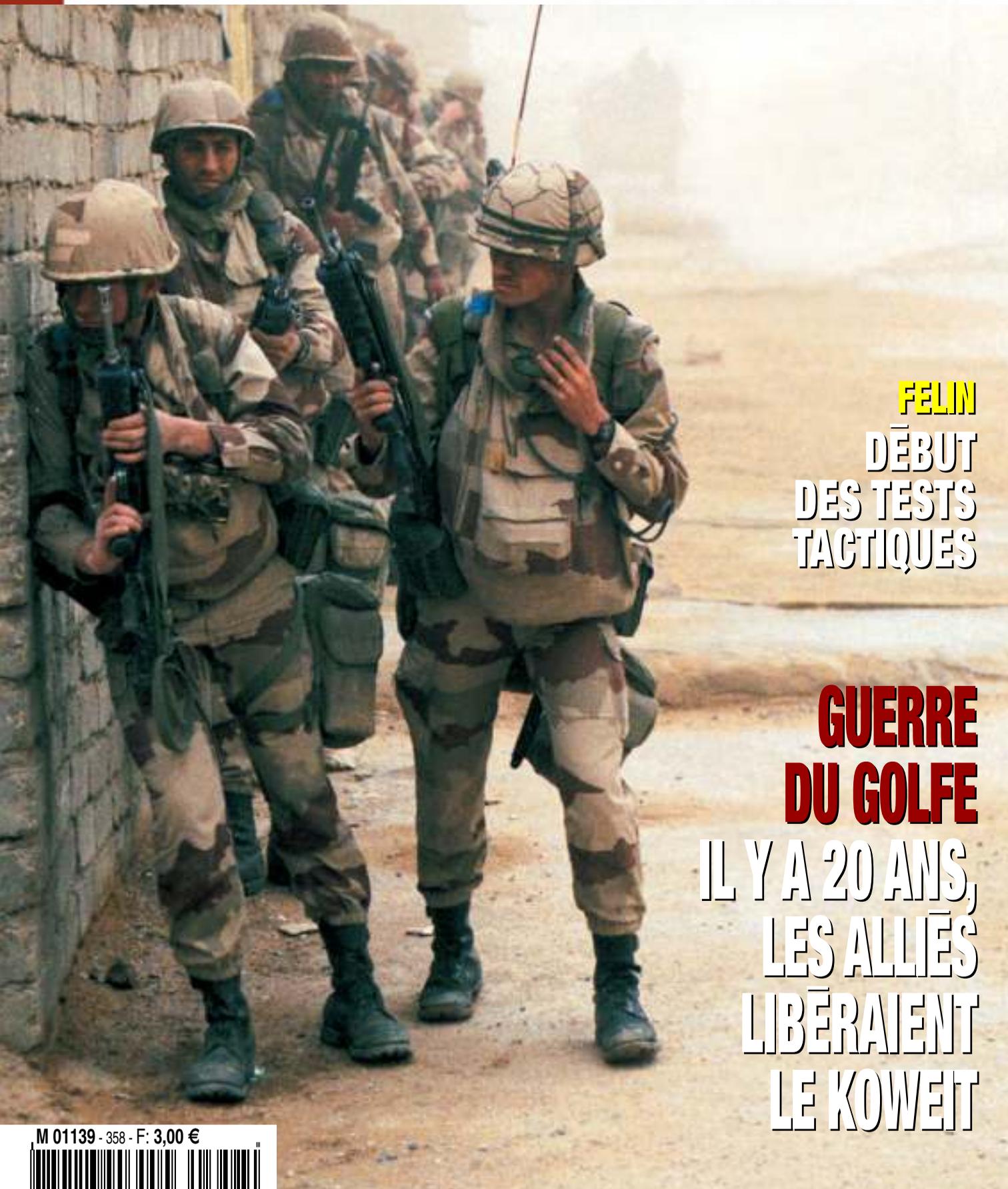


# ARMÉES D'AUJOURD'HUI



**FELIN**  
DÉBUT  
DES TESTS  
TACTIQUES

**GUERRE  
DU GOLFE**  
IL Y A 20 ANS,  
LES ALLIÉS  
LIBÉRAIENT  
LE KOWEIT



**4** Ordre du jour du ministre de la Défense

**6** Premier geste symbolique pour le nouveau ministre de la Défense

**FORCES EN ACTION**

**8** Génie : Les Sapeurs du "17" se mettent en condition avant l'Afghanistan

**14** Portrait de Julie Arneau : Pour le beau geste

**16** Les Opex en bref

**MODERNISATION**

**18** Cambrai se prépare à la fermeture de la base aérienne 103

**22** Interview du général Martial directeur de Défense Mobilité

**24** La modernisation de l'Etat expliquée au grand public

**FOCUS DÉFENSE**

**26** Felin : Premiers tests tactiques

**34** Nucléaire : L'atome s'apprend à Cherbourg

**38** L'armée de l'air revisite les fondamentaux avant l'Afghanistan

**42** Repères

**DOSSIER**

**44** Guerre du Golfe : Il y a 20 ans, les Alliés libéraient le Koweït

**46** Interview du général Thorette, commandant du 3<sup>e</sup> RIMA au sein de la division Daguet

**48** La guerre déclenche la transformation des armées. Témoignages de militaires

**58** Commémoration

**DÉTOURS CULTURE**

**60** Traditions : La marine contre vents et marées

**PERSPECTIVES**

**64** Document

**65** Histoire : Think tanks et stratégie militaire

**KIOSQUE**

**66** Sélection



**4** **ACTUALITÉ**

**Gérard Longuet ravive la flamme**

Nommé ministre de la Défense et des Anciens Combattants le 27 février, Gérard Longuet a ravivé la flamme sous l'Arc de Triomphe.



**26** **FOCUS DÉFENSE**

**Felin : Premiers tests tactiques**

La phase d'évaluation technique du nouvel équipement du fantassin étant terminée, l'armée de terre mène une campagne de tests tactiques. Avant une possible exploitation de l'équipement en opération extérieure.



**44** **DOSSIER**

**1990-1991 La guerre du Golfe**

Le 2 août 1990, l'Irak envahit le Koweït. Le 17 janvier 1991, la coalition internationale lance l'opération *Desert Storm*. Vingt ans après la victoire des Alliés, des acteurs militaires et des historiens reviennent sur l'opération.

**ARMÉES D'AUJOURD'HUI. Directeur de la publication :** Laurent Teisseire. **Directeur de la rédaction :** colonel (terre) Benoît Trochu. **Chef du bureau de la rédaction :** lieutenant-colonel (air) Nicolas Martin. **Rédacteur en chef :** chef d'escadron (terre) Olivier Destefanis. **Rédacteur en chef adjoint :** capitaine (terre) Anne-Lise Llouquet (01 44 42 48 01). **Conception graphique :** Olivier Spadaccini. **Secrétariat de rédaction :** Yves Le Guludec. **Chef des reportages :** sergent-chef (terre) Alban Vasse (48 02). **Rédaction :** Carine Bobbera (48 07), enseignante de vaisseau (marine) Cynthia Gloc k (40 04), aspirant (marine) Barthélemy Gruot (45 83), Aude Le Calvé (33 18), Samantha Lille (47 27), Paul Hessenbruch (55 05), Nelly Moussu (46 29). **Prestations intellectuelles :** Dominique Guillemain et Ivan Cadeau du Service historique de la Défense (dossier guerre du Golfe), Pierre Journoud. **Service photo :** adjudant-chef (air) Bruno Biasutto (47 44), CCH (terre) Jean-Jacques Chatard (34 60), CCH (terre) Christophe Fiard (48 40). **Service icono :** Christophe Deyres (48 35), **Directeur de fabrication :** Serge Couplier (01 44 42 32 42). **Photogravure :** Open Graphic Media. **Impression et mise en page :** Circleprinters. **Routage :** CRP. Commission paritaire n°0211 B05686. **Dépôt légal :** février 2003. Dicod - Ecole militaire - 1, place Joffre - 75007 Paris. **Contact publicité (ECPAD) :** Thierry Lepesch : 01 49 60 58 56 / thierry.lepesch@ecpad.fr **Abonnés (ECPAD) :** 01 49 60 52 44 / routage-abonnement@ecpad.fr **Diffusion :** 01 44 42 32 42 / serge.couplier@dicod.defense.gouv.fr. Photo de couverture : ECPAD

# **ARMÉES** D'AUJOURD'HUI

# Ordre du jour

## Ordre du jour de monsieur Gérard Longuet, ministre de la Défense et des Anciens Combattants

Officiers, sous-officiers, officiers mariniers, gendarmes, soldats, marins et aviateurs, ingénieurs, ouvriers et personnels civils de la Défense.

Nommé ministre de la Défense et des Anciens Combattants par le président de la République, je mesure l'honneur qui m'est fait et je tiens à vous dire la grande fierté que j'éprouve à diriger une communauté d'hommes et de femmes toujours prêts à servir leur patrie au péril de leur vie et dont je connais l'engagement au service de la paix, de la France et de ses valeurs.

Vous qui exercez un métier exigeant qui nécessite rigueur et disponibilité, vous qui assurez la permanence des missions de dissuasion et de sûreté, vous qui exécutez avec ardeur et courage en France et sur les théâtres d'opérations extérieures les missions qui vous sont confiées, je tiens à vous exprimer ma totale confiance.

Mobilisés pour la sécurité de notre territoire avec un professionnalisme exemplaire associé à un esprit de service sans faille, vous suivez la trace glorieuse de vos aînés, que j'ai tenu à honorer en ravivant la flamme sous l'Arc de Triomphe, vous contribuez chaque jour à protéger les lignes fondatrices qui forment le véritable socle des valeurs de notre République.

Face à un monde en perpétuelle mutation, je serai toujours pleinement mobilisé à vos côtés pour vous donner les moyens modernes et performants qui vous permettront d'exercer vos missions dans les meilleures conditions.

Conscient des efforts que la rénovation de notre outil de défense vous demande, je m'engage à poursuivre avec toute ma détermination et mon énergie les réformes indispensables à la modernisation de nos armées.

Je resterai vigilant pour que chacun trouve sa place et puisse s'épanouir dans le métier exaltant qu'il a choisi.

Ensemble nous relèverons les nombreux défis qui nous attendent afin de garantir à la France une défense digne du rôle qu'elle entend jouer sur la scène internationale.

Gérard Longuet, ministre de la Défense et des Anciens Combattants.

**Gérard Longuet**



R. PELLEGRINO / ECPAD

# ACTU



# Le ministre ravive la flamme

Le président de la République a nommé Gérard Longuet ministre de la Défense et des Anciens Combattants. La passation de pouvoir avec son prédécesseur, Alain Juppé, s'est déroulée à l'hôtel de Brienne le 1<sup>er</sup> mars en début de matinée.

*« J'éprouve une immense reconnaissance pour ce que nos armées, dans notre histoire, ont apporté de sécurité, de solidité, de protection, de courage, de bravoure, d'exemple à notre pays tout entier »,* a déclaré le nouveau ministre de la Défense et des Anciens Combattants. *« Je m'efforcerai d'être à la hauteur de ce que vous êtes : une colonne vertébrale pour notre pays »,* a-t-il ajouté à l'adresse du personnel de la Défense. Premier geste symbolique de sa prise de fonctions, le ministre a ravivé la flamme du souvenir sous l'Arc de Triomphe.



**FORCES** en action

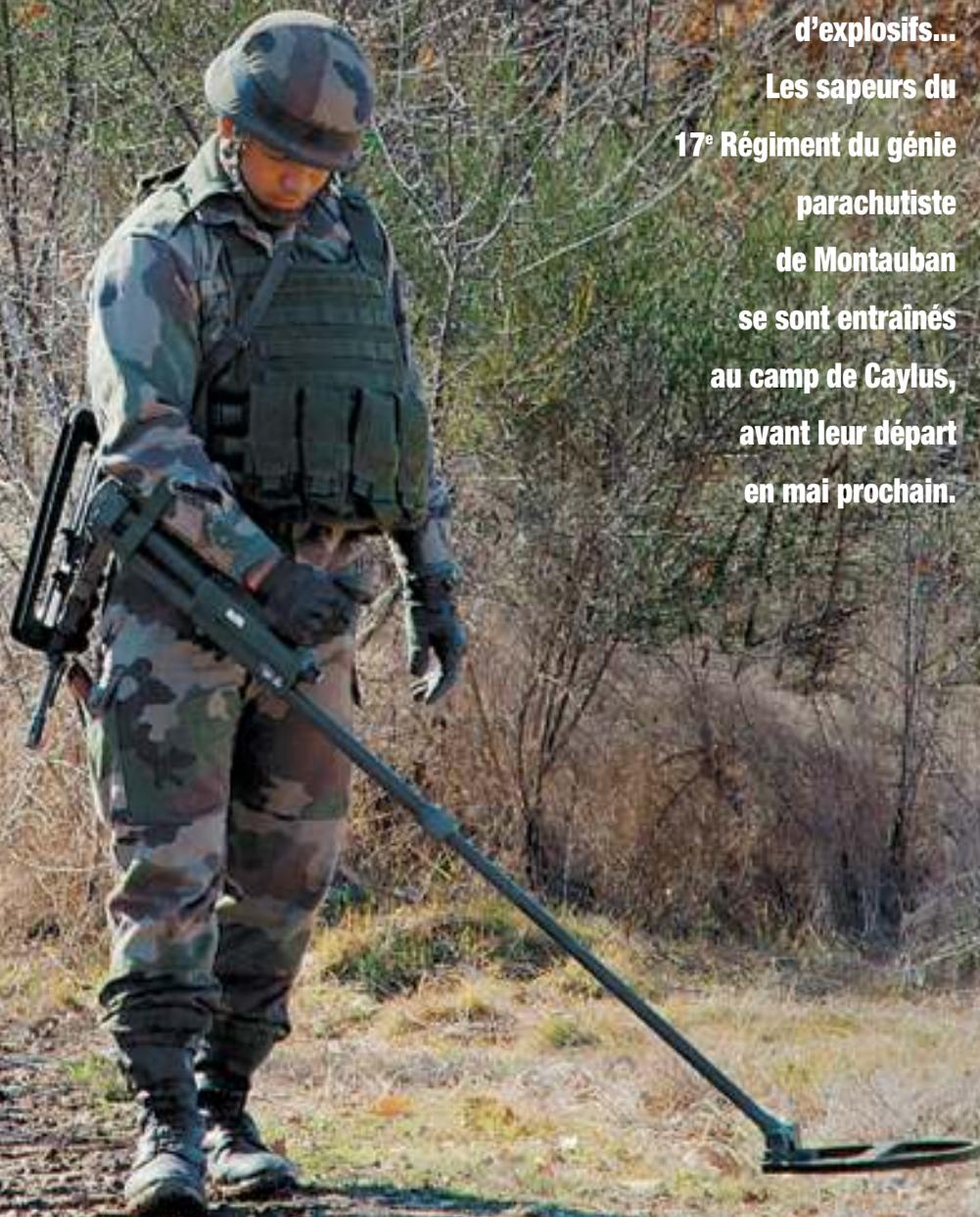
# Génie : les sapeurs du «17» se met



# Préparation en condition avant l'Afghanistan

Par Cynthia Glock - Photos : Bruno Biasutto / DicoD

**Reconnaissance  
d'itinéraire,  
destruction  
ou neutralisation  
d'explosifs...  
Les sapeurs du  
17<sup>e</sup> Régiment du génie  
parachutiste  
de Montauban  
se sont entraînés  
au camp de Caylus,  
avant leur départ  
en mai prochain.**







« Ces munitions n'ont pas explosé mais leur mécanisme de mise à feu est peut-être instable. Nous pouvons être amenés à les détruire sur place. »

**Ci-contre :**  
Les experts EOD sont sollicités pour les dispositifs complexes. Ici, un EOD sonde le sol juste avant la croix bleue indiquant l'emplacement de l'engin explosif improvisé (IED), qu'il faudra dégager sans le « déranger ».

**Ci-dessous :**  
Un instructeur rappelle la procédure de destruction d'une munition tirée non explosée. Un bloc de TNT, dans lequel est introduit un détonateur (à droite), fera exploser la réplique d'obus de mortier.

A chaque mission de six mois sur le sol afghan, les sapeurs détectent et neutralisent plusieurs centaines de munitions.



Une séance « explosive » se prépare, quelque part au cœur du camp d'entraînement de Caylus (Tarn-et-Garonne). L'adjudant R., chef de section à la 2<sup>e</sup> compagnie de combat du 17<sup>e</sup> Régiment du génie parachutiste (RGP) de Montauban, a réuni ses hommes pour un exercice de destruction de munitions tirées non explosées. « *En Afghanistan, il se peut que nous trouvions des roquettes ou des obus déposés ou cachés en bord de route ou dans les villages. Il se peut aussi que la population nous en apporte, lance-t-il à la vingtaine de sapeurs parachutistes alignés devant lui. Ces munitions n'ont pas explosé, mais leur mécanisme de mise à feu est peut-être instable, poursuit l'adjudant. C'est pourquoi nous pouvons être amenés à les détruire sur place. C'est toujours ça de moins pour les insurgés!* » Lors de la mise en condition avant leur projection, à partir de début mai, au sein du GTIA Kapisa, au nord-est de Kaboul, les sapeurs de la 2<sup>e</sup> compagnie revoient inlassablement les gestes et attitudes « génie ». Toujours placés en tête des convois lorsque la menace l'exige, ils permettent aux autres unités de progresser en sécurité.

### Respecter les procédures

Flanqué d'un sapeur et de son chef de groupe, l'adjudant R., des répliques d'obus de mortier 82 mm dans les mains, s'éloigne vers le polygone d'explosion situé à 200 m. « *Vous approchez de la munition une charge explosive munie d'un détonateur [cylindre en aluminium contenant un explosif primaire], lui-même relié à la mèche pyrotechnique, explique l'adjudant. Rien de compliqué, mais il faut éviter les gestes brusques et respecter les procédures.* » Après l'avoir serti sur la mèche, le sergent amorce le détonateur sur un bloc de TNT de 500 grammes et, à genoux, colle la charge à l'obus. Puis, il recule de quelques pas, prêt à actionner le dispositif de mise à feu. « *Enlevez la sécurité !* », ordonne l'adjudant R. « *Coup parti, fumée blanche apparente* », répond le sergent un instant plus tard. « *OK, repli à 200 mètres. Nous avons cinq minutes, le temps de combustion de la mèche.* » Sans précipitation, le petit groupe retourne vers les véhicules de l'avant blindés (VAB), où ils s'abriteront des éventuelles projections pendant la détonation. Pour la majorité des hommes de la section, il s'agit d'une routine bien rodée. Seuls les plus jeunes préparent ici leur premier déploiement en Afghanistan.

Les munitions non explosées ne sont pas le seul danger qui guette les militaires français en Afghanistan. De l'autre côté du camp, une autre section s'entraîne à la reconnaissance d'itiné- ■■■



« Il existe autant d'explosifs que peut en créer l'imagination humaine. Vous devez vous méfier de tout. »

**Exercice de reconnaissance d'itinéraire. Le blindé progresse au pas derrière les sapeurs, qui quadrillent le chemin et ses abords avec leur détecteur, à la recherche d'engins explosifs improvisés. Ces derniers peuvent être fabriqués de façon artisanale, à partir d'objets courants ou d'armes préalablement piégées, commandées ou non à distance.**





■ ■ ■ raire. Le sergent M. rappelle qu'« à chaque fois qu'un convoi doit traverser un axe à risque, nous nous assurons d'abord qu'aucun IED [engin explosif improvisé] n'y a été placé. » Le problème est qu'il en existe de toutes sortes. Certains sont reliés à un fil électrique dans lequel est envoyée une décharge de courant. D'autres sont déclenchés par ondes électromagnétiques. Parfois, ils allient les deux procédés. « Sur les VAB, un système de brouillage peut bloquer les ondes électromagnétiques de certains de ces engins sur plusieurs dizaines de mètres, explique le sergent. Et devant, des hommes à pied recherchent la présence d'objets suspects. »

### Fausse pierres en polyuréthane

Débarqué du VAB, un groupe observe les environs de chaque côté de la route, recherchant les positions d'éventuels tireurs isolés, tandis que l'autre, armé de détecteurs électromagnétiques, quadrille la route. Les hommes progressent lentement, à l'écoute du sifflement des « poêles à frire ». « Zone claire, on ferme ! », lance le sergent lorsque le premier périmètre a été passé au crible. Les sapeurs parachutistes balisent alors la route avec un ruban jaune. Et ainsi de suite, le VAB avance au pas sur des dizaines de mètres. Soudain, un sapeur stoppe : il vient d'identifier une roquette plantée sur le bas-côté. Jusqu'ici resté en retrait, le chef de groupe, seul habilité à confirmer la nature de l'objet et sa dangerosité, s'avance. « Il peut s'agir d'un leurre qui cacherait un dispositif plus complexe, que nous ne savons pas traiter à notre niveau », glisse-t-il. Dans ce cas, le commandement peut décider d'envoyer les équipes EOD, pour « explosive ordnance disposal » ou élément opérationnel de dépollution et de déminage. Experts en matière d'engins explosifs de toutes sortes, conventionnels ou artisanaux, ces militaires sont les seuls capables de neutraliser sur place des systèmes de mise à feu complexes.

Une troisième section de la 2<sup>e</sup> compagnie travaille justement sous l'œil attentif de l'un de ces experts, l'adjudant C. « Antipersonnel ou anti-char, à effet dirigé ou à sous-munitions, à fragmentation ou non, il e xiste autant d'engins explosifs que peut en créer l'imagination humaine, déclare-t-il aux sapeurs en guise de préambule. Surtout en matière d'IED : valise et livre piégés, fausse pierre en mousse polyuréthane, mine anti-char, roquette ou chargeur de kalachnikov détourné, morceau de pneu rempli d'explosif et de clous : vous devez vous méfier de tout. » Sans compter que les insurgés adaptent régulièrement leurs méthodes aux procédures de la coalition. ■

Sur un chemin de terre détrempe, le groupe génie, à l'œuvre depuis une trentaine de minutes, a repéré un indice. Une baguette de bois, plantée dans le sol, semble alignée avec un arbre de l'autre côté du chemin. « Les tireurs isolés utilisent n'importe quoi comme repère pour régler leur tir. » Les soldats ne tardent pas, en effet, à découvrir un fil métallique à demi enfoui sur le bas-côté, trente mètres devant le VAB. L'engin explosif n'est sûrement plus très loin. « Dans la réalité, un groupe d'infanterie serait en train de sécuriser la zone pour débusquer un éventuel tireur isolé ou d'autres insurgés, précise l'adjudant C. Les sapeurs peuvent ainsi se focaliser sur leurs recherches. » Sur le chemin boueux, le sifflement des détecteurs de métaux s'amplifie soudain fortement. « Parfois, les insurgés parsèment le sol de clous ou de douilles, ce qui fait sonner les machines. Un sapeur averti saura reconnaître un type de son plus dense. » Mais l'un des hommes se trouve au plus près de l'écho. « IED ! » Après avoir confirmé à la vue et à l'ouïe la nature du dispositif, il marque le sol d'un coup de bombe de peinture pour en signaler l'emplacement. « On se replie ! »

### Chasse aux indices

C'est maintenant à l'EOD d'agir. L'adjudant C. s'avance d'un pas décidé jusqu'à l'emplacement marqué. Il va devoir déterrer le système sans le « déranger », puis le neutraliser pour que le convoi puisse continuer sa progression. « On ne fait exploser les IED que lorsque nous sommes en danger immédiat et qu'il faut rapidement évacuer la zone. Sinon, on évite. Car un trou dans la route est une cache potentielle supplémentaire, souffle-t-il. Mais surtout, un IED ramené à la base, c'est autant de renseignements : empreintes, provenance des matériaux utilisés pour sa fabrication, type de système mis en œuvre. » A genoux dans la boue face au paquet informe qu'il vient de dégager à l'aide d'une petite truelle, l'expert pose une minuscule charge explosive sur le fil métallique qui en sort pour le sectionner « C'est une sécurité. Mais il se peut qu'il y ait un autre système de déclenchement. Les IED sont de plus en plus souvent piégés. » Il décide d'extraire l'objet de terre à distance au moyen d'un grappin tiré par une corde. Retournant au VAB, il donne par radio le périmètre de sécurité qui doit être respecté en cas d'explosion. L'IED émerge lentement. « Traction effectuée ! » Encore quelques minutes à attendre, « au cas il serait aussi équipé d'un retardateur ». Fin de la manœuvre. « C'est typiquement le genre de situation que vous rencontrerez », lance-t-il à la section d'un air dégagé, en ramassant son matériel. ■

# Pour le beau geste

**Sergent au 17<sup>e</sup> Régiment du génie parachutiste, elle n'a rien de plus que les autres, dit-elle. Mais ceux qui la connaissent parlent de personnalité exceptionnelle. En tout cas, c'est pour « acte de bravoure au combat » qu'elle vient de recevoir la Croix de la Valeur militaire.**

**R**ecevoir la Croix de la Valeur militaire pour « acte de bravoure au combat », des mains du chef d'état-major de l'armée de terre, voilà une situation à laquelle le sergent Julie Arneau ne se serait jamais attendue. Chef de groupe génie combat au 17<sup>e</sup> Régiment du génie parachutiste (RGP) de Montauban, Julie, 24 ans, n'en demeure pas moins modeste. Pour cette sportive de haut niveau au franc sourire, le « dépassement de soi » a fait partie très tôt de son vocabulaire. A l'âge de 7 ans, elle pratique le golf et ne quittera plus les fairways de toute sa scolarité, enchaînant jusqu'à 60 compétitions par an jusqu'à se retrouver dans le « top huit » national. Entre ses loisirs et le lycée sport-études, elle s'exerce à d'autres talents. La natation, le ski et, surtout, le judo, qu'elle pratique pour « changer un peu du golf ». Elle passe sa ceinture noire peu avant d'entrer à l'École des sous-officiers de Saint-Maixent... A 17 ans, bac en poche, elle suit coup sur coup deux préparations militaires, dont une chez les chasseurs alpins. « Ça m'a motivée pour tenter d'intégrer l'École militaire de haute montagne. » Skieuse hors pair, elle prépare pendant quatre mois les autres tests de sélection : escalade, tractions, développés-couchés... Un programme musclé, et « un seul barème, garçon ou fille ». Il en faut plus pour impressionner Julie, qui sort 33<sup>e</sup> sur 120. L'École lui refuse pourtant ses portes, « car intégrer des femmes dans un

milieu d'hommes était soi-disant trop compliqué » Elle repart, amère mais le front haut. Troisième préparation, au 17<sup>e</sup> RGP, cette fois, où elle découvre le saut en parachute. Nouvelle passion, le parachutisme sportif entre dans la liste de ses « loisirs ». Le 17<sup>e</sup> RGP en ligne de mire, elle profite des quelques mois qui lui restent avant le début des cours à l'École des sous-officiers pour passer son brevet para. Puis, après une poignée de semaines à enchaîner les petits boulots, c'est l'entrée à Saint-Maixent pour huit mois de formation spécialisée « génie combat ». Elle en sort première de sa spécialité mais « 12<sup>e</sup> sur 280 », semble-t-elle déplorer. Quand elle s'installe enfin au « 17 », en janvier 2007, on la prévient : « Il y a peu de filles dans le génie, cela risque d'être difficile. » Rapidement, ses supérieurs lui confient un groupe expérimenté. Comprenant qu'elle doit faire profil bas, elle écoute et observe beaucoup, « surtout les anciens ». A part quelques accrocs, elle se fait apprécier et apprend vite. Un an et demi plus tard, elle intègre une équipe de fouille opérationnelle qui part six mois en Afghanistan. Une « super opportunité » qu'elle accepte immédiatement, malgré des camarades blessés sur ce théâtre. Dans l'équipe, elle est la plus

jeune, la seule femme, et l'un des trois sous-officiers parmi une dizaine de militaires du rang. « Je me suis dit que c'était à moi de m'adapter. » Sur place, certains l'attendent au tournant. Surtout, ne pas se plaindre. « On ne m'a pas fait de cadeaux, mais je faisais comme si cela me passait au-dessus. » Du haut de son mètre soixante-cinq, elle reste souriante, faisant fi des 50 kg de matériel et de l'hostilité du terrain. Deux moments forts marqueront son séjour afghan. « La découverte d'une importante cache de munitions en Surobi... Et une infiltration de village à pied, en Kapisa. La patrouille s'était bien passée, mais au moment du repli, nous avons été pris sous le feu. Un civil afghan a été blessé. Nous l'avons évacué pour le faire

soigner. » Elle finit par lâcher que ses camarades et elle l'ont porté sur près de deux kilomètres, toujours sous la menace. Ce qui lui a valu la Croix de la Valeur militaire. Gênée, elle secoue la tête : « Je n'ai rien fait de plus que les autres... » Son entourage professionnel évoque pourtant

une personnalité exceptionnelle, hors normes. Rentrée d'Afghanistan, Julie a enchaîné avec une mission Vigipirate à Paris. Aujourd'hui, elle se prépare avec son groupe à un départ en Nouvelle-Calédonie, tout en continuant à s'entraîner à ses sports favoris. Autant dire qu'elle souffle peu. Elle s'en défend, pourtant, affirmant qu'elle trouve du temps pour ses proches. Elle se voit même fonder une famille. « Je me calmerai bien un jour, forcément ! » ■

« Nous avons été pris sous le feu. Un afghan a été blessé. Nous l'avons évacué pour le faire soigner. »

**Cynthia Glock**

> rencontre



Très tôt, le dépassement de soi a fait partie du vocabulaire de Julie Arneau.

## 19/02 AFGHANISTAN : UN MILITAIRE FRANÇAIS TUÉ PAR UN TIR DE ROQUETTE

Le chasseur de 1<sup>re</sup> classe Clément Chamarier est décédé en Afghanistan des suites des blessures provoquées par le tir d'une arme antichar sur le véhicule de l'avant blindé (V AB) dans lequel il se trouvait. La com-

pagnie du *battle group* Allobroges à laquelle il appartenait rejoignait la base opérationnelle avancée de Nijrab, après une opération de sécurisation, quand elle a été attaquée en vallée de Kapisa. Le chasseur de 1<sup>re</sup> classe Cha-

marier avait rejoint l'Afghanistan en novembre dernier, où il œuvrait au sein de la Force internationale d'assistance à la sécurité mandatée par l'Onu. Il est le 54<sup>e</sup> soldat français tombé en Afghanistan depuis 2001.

## 14/02 SÉNÉGAL : L'ATLANTIQUE 2 DES FORCES FRANÇAISES AU CAP-VERT PARTICIPE AU SAUVETAGE D'UN VOILIER



SIRPA MARINE

**A**lors qu'un voilier français est en détresse au large des côtes sénégalaises, un avion de patrouille maritime Atlantique 2 des forces françaises au Cap-Vert a décollé aussitôt de Dakar. Mission : veiller à la sécurité de ses deux occupants. Un porte-conteneurs libérien a été dérouté et les a pris en charge. Le détachement aéronautique de Dakar, est chargé de la recherche et du secours en mer au large du Sénégal.

## FEVRIER 2011 AFGHANISTAN : OPÉRATION STORM LIGHTNING 2

L'objectif majeur de cette opération est de renforcer la liberté de circulation sur l'axe routier principal reliant le nord au sud de la Kapisa. 1 800 soldats et gendarmes, afghans et français, sont engagés dans cette opération. Le 3<sup>e</sup> kandak (bataillon afghan), les *battle groups* Richelieu et Allobroges cloisonnent le terrain tandis que les policiers mentorés par les gendarmes français assurent des barrages filtrants. Une vingtaine d'armes, des dizaines d'obus et de roquettes, plus d'un millier de munitions, de grenades et de dispositifs de déclenchements d'IED ont été saisis. Préalablement, une patrouille composée d'un Mirage 2000D et d'un

SABRINA VINCENTI/STIMTIZ/EMA



F1 CR, basés à Kandahar, est intervenue au-dessus de la vallée de la Kapisa, le 31 janvier avec pour objectif d'effectuer des passages d'intimidation à très basse altitude et à très grande vitesse (show of force), en utilisant des leurres infrarouges, pour disperser les insurgés belliqueux. Après trois heures d'engagement, la patrouille a été relayée par deux

hélicoptères Tigre. Au bilan, l'opération Storm Lightning a permis de prendre pied dans la zone, très défendue par les insurgés. Elle devrait faciliter l'implantation des forces de défense et de sécurité afghanes dans la zone. Un poste de police afghan y est désormais installé et des actions civilo-militaires y seront rapidement réalisées.

## 01/02 ENDURING FREEDOM : ENTRAÎNEMENT FRANCO-AUSTRALIEN



EMA

**D**ans le cadre de l'opération Enduring Freedom, l'avis *Enseigne-de-Vaisseau-Jacoubet*, actuellement en patrouille au large des côtes iraniennes et pakistanaises, a effectué des exercices d'entraînement (treuillage, tir...) avec la frégate australienne *HMAS Stuart*, intégrée depuis le mois de janvier à la Task Force 150.

Ces exercices ont permis de développer des réflexes utiles pour cette mission commune de surveillance de la zone. L'opération Enduring Freedom, mise en place par les Etats-Unis à la suite des attentats du 11 septembre 2001, rassemble une coalition de nations dont la mission est de lutter contre le terrorisme et le trafic d'armes.

**21/02 OCÉAN INDIEN: FIN D'AGAPANTHE 2010**

Le groupe aéronaval français, qui participait à l'opération de lutte contre la piraterie dans l'océan Indien, vient de regagner la France. Formé du *Charles-de-Gaulle* avec ses aéronefs embarqués, des frégates *Forbin* et *Tourville*, du pétrolier ravitailleur *Meuse* et du sous-marin *Améthyste*, il a travaillé avec son équivalent américain et effectué des manœuvres avec les forces armées indiennes, émiriennes et saoudiennes.

**26/02 LIBYE: RAPATRIEMENT DES RESSORTISSANTS FRANÇAIS**

Quatre avions de transport de l'escadron Esterel de l'armée de l'air ont réussi à se poser et repartir de Libye, en cinq jours, alors que des répressions à l'encontre des manifestants opposés au régime de Mouammar Kadhafi ont lieu dans le pays. C'est sur décision des autorités françaises que l'ambassade de France en Libye a organisé ce retour. Au total les Airbus militaires ont pris en charge 580 ressortissants français sur les 750 français vivant habituellement en Libye.



SÉBASTIEN DUPONT/ECPAD

**14/02 ANTILLES: SAISIE RECORD DE COCAÏNE POUR LE GERMINAL**

L'opération de lutte contre le narco-trafic Carib Royal 11.1 planifiée par les Forces armées aux Antilles a permis la prise record de 3,6 tonnes de cocaïne, au large de la Colombie. La frégate *Germinal* a arraisonné le *Titan*, un ravitailleur de 32 mètres

battant pavillon vénézuélien. Après accord du préfet, délégué du gouvernement dans le cadre de l'action de l'Etat en mer, une équipe a effectué une visite, puis une fouille du navire. Dans le cadre de Carib Royal 11.1, la France

est intégrée dans un dispositif multinational au sein duquel le Commandant supérieur des Forces armées aux Antilles (COMSUP) assume le commandement des moyens militaires français engagés dans l'opération.



SIRPA MARINE

**11/02 LIBAN: LES DÉMINEURS FRANÇAIS ACCRÉDITÉS**



SIRPA TERRE

Les sapeurs français du 31<sup>e</sup> Régiment du génie, arrivés fin janvier au Liban, ont reçu l'accréditation de l'UNMAC (United Nations Mine Action Center) et du RMAC (Regional Mine Action Center) pour conduire des actions de déminage au Sud-Liban. Les sapeurs de Castelsarrasin sont en mesure de réaliser la dépollution des « couloirs » permettant d'accéder à la Blue Line, le tracé qui délimite la ligne de retrait des forces israéliennes du Sud-Liban, entérinée par l'Onu, Israël et le Liban.

# Cambrai se prépare à la ferme

**Le ministre de la Défense a signé le 9 février un « contrat de redynamisation de site » qui compensera la baisse des activités dans le Cambrésis après le départ des militaires en 2013. Deux chantiers sont lancés : la création d'une usine d'un groupe alimentaire et d'un centre administratif de la Défense.**

« **V**ous êtes, dans le Nord, trop réalistes pour ne pas comprendre que la France ne pouvait pas conserver le même dispositif de défense que celui érigé dans les années cinquante », a déclaré le ministre d'Etat, ministre de la Défense et des Anciens Combattants, Alain Juppé, lors de la signature du contrat de redynamisation de site de défense (CRSD) de Cambrai. Le CRSD signé à Cambrai (59) en présence de Bruno Le Maire, minis-

tre chargé de l'Aménagement du territoire le 9 février dernier est le neuvième depuis l'année 2009. Ces contrats concernent les sites les plus touchés (perte de plus de 200 emplois, fragilité économique) par les restructurations militaires. A la fin de l'année prochaine, 916 militaires et 68 civils auront quitté la base aérienne 103, la plupart pour celle d'Orange, où le transfert des unités s'organisera dès cet été, et en 2013, le site de Cambrai sera fermé. Près de 1400 per-

sonnes sont concernées, soit 5 000 en comptant les familles. La disparition programmée de la base qui aura été, pendant cinquante ans, « l'une des clés de voûte de la défense aérienne du Nord de la France », comme l'a rappelé Alain Juppé, ne pouvait être vécue autrement que comme un « traumatisme », selon le député-maire de Cambrai François-Xavier Villain. « Personne ne sera laissé au bord du chemin », a cependant tenu à préciser Alain

**Fin 2012, 916 militaires et 68 civils auront quitté la base aérienne 103 de Cambrai.**



VINCENT BERTIN / STUDIO DÉCLIC

# Signature de la base aérienne 103

Juppé. 13 actions au profit du tissu économique local sont inscrites au CRSD. Elles ont pour objectif de générer un nombre d'emplois comparables à ceux dus à la présence de la BA 103 à Cambrai. Au total, un peu plus de 34 millions d'euros sont consacrés à leur financement. L'Etat y participe à hauteur de 14,18 millions d'euros, dont près de 8 millions imputés au ministère de la Défense. A ces crédits d'Etat viennent s'ajouter ceux provenant des contributions des différents partenaires : collectivités territoriales, préfecture, associations, établissements publics...).

« Nous avons été particulièrement vigilants sur la qualité des projets retenus, notamment en termes d'emplois créés et d'adaptation au contexte local », a rappelé Alain Juppé, citant plusieurs exemples, dont la réalisation d'un bâtiment au profit de la chambre de commerce et d'industrie qui formera 170 apprentis par an, ainsi que la mise en place d'une mission de soutien à la création d'entreprises. Classé « zone de restructuration défense », le Cambrésis offre un régime fiscal et social avantageux susceptible d'attirer de nouvelles entreprises dans la communauté d'agglomérations. Le fonds pour les restructuration de la Défense (FREF) facilitera l'implantation à Cambrai par le groupe Fleury Michon d'une usine de salaison en 2011, qui doit générer plus de 300 emplois à l'horizon 2014. « Après un examen approfondi, nous avons constaté que Cambrai répondait bien à notre besoin en termes d'emplois », indique



**Alain Juppé, alors ministre de la Défense, et Bruno Le Maire, ministre de l'Aménagement du territoire, lors de la signature du contrat de redynamisation, le 9 février.**

Bruno Linne, directeur du développement de Fleury-Michon, qui ajoute avoir rencontré à Cambrai « une équipe soudeuse et des réponses claires ». Pour Bruno

chantier emblématique, le plus attendu par les Cambrésiens, est la création du Centre de liquidation des factures des armées (CLIFA), dont Alain Juppé est allé

## L'Etat a donné au territoire « les armes pour se tourner vers l'avenir. »

Le Maire, le CRSD de Cambrai est plus qu'un simple contrat de compensation économique, « c'est le signal d'un nouvel élan économique pour le Cambrésis qui entre dans le XXI<sup>e</sup> siècle ». L'autre

poser la première pierre après la signature du CRSD à l'hôtel de ville. D'ici à 2013-2014, le ministère de la Défense doit y créer 400 emplois au total. « Pour une fois qu'un mouvement de ■■■

## Arras, une restructuration réussie dans le Nord-Pas-de-Calais

Signé le 2 avril 2009, le CRSD d'Arras, d'un montant 56 millions d'euros, fait suite à la dissolution du 601<sup>e</sup> régiment de circulation routière implanté de longue date sur le territoire de la communauté urbaine d'Arras (CUA). Quatre emprises militaires, soit 72ha sur la ville d'Arras, ont été libérées et acquises par la CUA à l'euro symbolique fin juin 2010 : la Citadelle, le terrain du Gouverneur, le bois du Polygone et la caserne Schramm. L'aide directe aux entreprises commence à porter ses fruits. Parmi les nombreux dossiers examinés, 5 dossiers, ayant bénéficié d'une aide de 822 000 euros, déboucheront sur la création de près de 60 emplois en trois ans dans le bâtiment, l'agro alimentaire et les services. Un bâtiment du site est déjà occupé, depuis la rentrée 2009, par 34 logements étudiants gérés par le Crous.

■■■ *modernisation de l'État ne se fait pas à notre détriment !* », se réjouit le député-maire de Cambrai, tandis que le sénateur du Nord (Nord-Pas-de-Calais), Jacques Legendre, remerciait l'État d'avoir donné au territoire « *les armes pour se tourner vers l'avenir* ».

« *La signature du CRSD est aujourd'hui un aboutissement, mais ce n'est pas encore le point final* », explique Jean-Michel Berard, préfet de la région Nord-Pas-de-Calais, ajoutant qu'il va falloir « *passer très vite à la suite du travail, c'est-à-dire la mise en œuvre des actions inscrites au CRSD* ». Car au-delà même de Cambrai, les actions de redynamisation portent sur 116 communes du Nord et 35 du Pas-de-Calais.

« *La réorganisation de la carte de nos implantations militaires est essentielle pour permettre à la France de conserver un outil de défense digne d'une grande puissance militaire* », a souligné Alain Juppé. A cet égard, 2011 sera une année riche en restructurations. Outre celui de Cambrai, 12 contrats de site devraient



BA 103

**Au-delà de Cambrai, les actions de redynamisation portent sur 116 communes du Nord et 35 du Pas-de-Calais.**

être signés, ainsi que onze plans locaux de redynamisation (PLR), dont trois déjà signés en janvier et février pour les territoires où les pertes d'emplois sont au minimum de 50. Au total, sur la période 2009-2014, l'Etat consacre 320 millions

d'euros pour compenser la réforme territoriale des armées. « *Dans cette réforme, aucun territoire ne sera abandonné* », a tenu à assurer le ministre de la Défense et des Anciens Combattants.

**Paul Hessenbruch**

## Vous préparez un examen ou un concours

### DU MINISTÈRE DE LA DÉFENSE ?



Personnels militaires et civils :  
**Armée de terre, Armée de l'air, Marine nationale, Gendarmerie nationale, Services communs...**

[www.revue-d-etudes.fr](http://www.revue-d-etudes.fr)  
Tél. : 01 57 14 05 70

Formule classique ou e-learning au choix

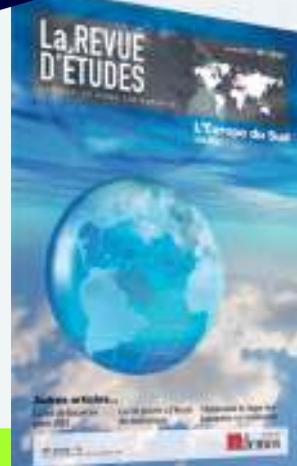
Faites confiance à la Revue d'Etudes qui organise ces préparations à distance depuis près de 100 ans !



20 rue de l'Arcade 75008 Paris  
[contact@revue-d-etudes.fr](mailto:contact@revue-d-etudes.fr)



## MAGAZINE



### Enrichissez votre réflexion chaque mois...

- Les points forts de l'actualité
- L'étude d'une région du monde
- Des fiches de lecture
- Des points de vue
- Des conseils bibliographiques...

**ABONNEZ-VOUS :**  
6 mois soit 6 n° pour 35 €  
1 an soit 12 n° pour 60 €

[www.revue-d-etudes.fr](http://www.revue-d-etudes.fr)  
Tél. : 01 57 14 05 70



20 rue de l'Arcade 75008 Paris  
[contact@revue-d-etudes.fr](mailto:contact@revue-d-etudes.fr)



# ARMÉES D'AUJOURD'HUI

**Général Jean-Paul Martial, directeur de Défense Mobilité**

## « Défense Mobilité doit devenir le référent "emploi" pour les bénéficiaires du ministère de la Défense »

**C**onçue pour accompagner les déflations de postes associées à la transformation du ministère, Défense Mobilité fait partie des 36 projets de modernisation du ministère. Après dix-huit mois d'existence, cette structure unique qui se veut l'agence emploi de la Défense a fait l'objet d'une enquête de satisfaction menée auprès de plus de 6 000 militaires ayant quitté les armées l'année dernière. **A la veille du lancement d'une grande campagne de communication, le général**

**Jean-Paul Martial, directeur de Défense Mobilité, commente les résultats de cette enquête.**

**L'enquête menée auprès de personnes que Défense Mobilité a accompagnées dans leur recherche d'emploi en vue de leur transition professionnelle montre un taux de satisfaction très élevé. A quoi sont dus ces bons chiffres ?**

86 % des militaires interrogés se disent en effet satisfaits ou très satisfaits de leur accompagnement par Défense Mobilité.

Plusieurs facteurs expliquent ce succès. Tout d'abord, l'aide proposée aux candidats inscrits à Défense Mobilité obéit à un principe d'équité, sans distinction de statut ou d'armée d'appartenance. Il faut ajouter que, si le candidat le souhaite, sa hiérarchie n'est pas informée de sa démarche. Ensuite, cet accompagnement individuel et personnalisé est souvent la condition pour aborder un retour à l'emploi dans les meilleures conditions. Apprendre à « vendre » ses compétences militaires sur le marché civil n'est pas toujours facile. Défense Mobilité propose

### Nouvelle campagne de communication

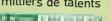
Passer du monde militaire au monde civil devient plus facile avec Défense Mobilité.

Militaire, civil de la Défense, conjoint d'un personnel de la Défense ou de la Gendarmerie. Votre parcours professionnel se poursuit avec nous. [www.defense-mobilite.fr](http://www.defense-mobilite.fr) 



**DÉFENSE**  **mobilité**  
NOS COMPÉTENCES ONT DE L'AVENIR

Faites entrer de nouvelles compétences dans votre entreprise

Pour recruter vos cadres, agents de maîtrise, opérateurs... accédez à des milliers de talents formés à plus de 400 métiers. [www.defense-mobilite.fr](http://www.defense-mobilite.fr) 



**DÉFENSE**  **mobilité**  
NOS COMPÉTENCES ONT DE L'AVENIR

aux employeurs privés et publics des profils ciblés. Elle est leur point d'entrée privilégié dans le monde militaire. La convention passée avec Pôle emploi et l'intensification des partenariats avec les entreprises et les autres ministères offrent par ailleurs un réseau conséquent. Plus les entreprises sont satisfaites des personnels de la Défense qu'elles recrutent, plus elles souhaitent en embaucher !

**De même, le taux de reclassement pour 2010 est de 73%. Correspond-il à vos objectifs ?**

Précisons qu'il concerne les militaires inscrits à Défense Mobilité ayant trouvé un emploi. Ce taux de 73 % de reclassement, qui a progressé de 10 % depuis 2008, est un résultat très encourageant. Nous avons atteint les objectifs fixés par le ministre de la Défense, et cela confirme la pertinence de Défense Mobilité. Le nombre de militai-

res reclassés dans le secteur privé progresse : nous sommes ainsi passés de 7737 militaires en 2009 à 8577 en 2010. Il progresse également dans les fonctions publiques, puisqu'il a augmenté de 87% en deux ans : 2 335 militaires ont trouvé un emploi dans ce secteur en 2010. Le DRH-MD souhaite d'ailleurs une véritable solidarité interministérielle en la matière. A ces chiffres, il faut ajouter les 1895 conjoints reclassés, en augmentation de 7 % par rapport à 2009.

Notre agence s'inscrit dans une démarche qualité, et nous avons un devoir de résultats.

Nous sommes ainsi assujettis à un contrôle de gestion qui mesure notre performance. Nous présentons d'ailleurs cette année l'agence pour la certification à la Norme Iso 9001, qui évalue la conformité, sur le plan organisationnel, de notre service clients.

**27% des militaires ayant quitté la Défense en 2010 n'ont pas eu recours à Défense Mobilité. Comment l'expliquez-vous ?**

Parmi eux, il y a ceux qui possèdent des compétences directement transposables dans le secteur civil et qui estiment ne pas avoir besoin de nos services. Notre mission est d'amener le candidat à l'emploi à faire le bon choix. Nous n'imposons pas d'orientation de carrière, ni ne forçons personne.

sition. Pourtant, Défense Mobilité a mis en place, plus spécifiquement pour eux, des partenariats avec les structures d'insertion professionnelle locales (missions locales, associations, conseils généraux...).

Pour les militaires contractuels qui quittent



l'institution sans posséder d'acquis transférables, il existe aussi des formations en milieu civil ou militaire, comme le Centre militaire de formation professionnelle (CMFP) de Fontenay-le-Comte.

Enfin, il y a ceux qui doutent de la capacité de Défense Mobilité à connaître et appréhender le secteur privé. Nous devons les convaincre que notre réseau de professionnels peut faciliter leur recherche d'emploi. Nous devons ainsi améliorer notre notoriété et asseoir la légitimité de Défense Mobilité pour devenir le référent « emploi » pour les bénéficiaires du ministère de la Défense. C'est pourquoi, à partir du 15 mars, nous lançons une grande campagne de communication sur les chaînes de télévision et dans la presse (civile et militaire) et sur le Web.

**Nouveau logo, nouvelle signature, nouveau site Internet ([www.defense-mobilite.fr](http://www.defense-mobilite.fr)), Défense Mobilité fait peau neuve à partir du 15 mars. L'agence lance une campagne d'affichage pour mieux se faire connaître, en interne auprès du personnel de la Défense, et en externe auprès des recruteurs : entrepreneurs privés et institutions publiques. Le visuel exprime des hommes et des femmes, de tous âges et de tous métiers franchissant avec élan la frontière invisible entre les univers militaire et civil. Déjà représentés en civil, ils sont projetés dans leur vie future grâce à l'agence.**

**Du côté des entreprises, Défense Mobilité se positionne comme un interlocuteur naturel des employeurs à la recherche de compétences et de profils les plus divers.**

## **Dès le 15 mars vous pourrez vous connecter sur [www.defense-mobilite.fr](http://www.defense-mobilite.fr)**

Cela étant, encore faut-il avoir une bonne connaissance des services proposés : bilan de compétences, élaboration d'un projet professionnel, formation, mise en relation avec les entreprises, jusqu'à l'intégration dans le nouvel emploi. Or, nous constatons que seuls 10 % des militaires du rang ayant quitté l'institution avant 4 ans de service se sont inscrits en 2010. Jeunes dans l'institution, ils se sont engagés pour de courtes périodes et n'ont pas forcément pris connaissance de tous les services mis à leur dispo-

Nous inaugurerons également un nouveau site Internet pour les candidats et les employeurs sur lequel nous lancerons parallèlement notre hub [plate-forme de discussion] viadéo. Notre cœur de cible, ce sont précisément ces 27 %, qu'il faut convaincre de l'importance d'un accompagnement dans leur transition professionnelle. ■

**Propos recueillis par Anne-Lise Louquet**

## La modernisation de l'Etat ... expliquée au grand public



**Du 13 février au 5 mars 2011, la campagne nationale de communication sur la modernisation de l'État met en images les bénéfices et les simplifications pour l'utilisateur.**

L'administration se modernise pour simplifier la vie des citoyens et garantir le meilleur service public possible.

### **Informers les usagers**

« La modernisation de l'État, qu'est-ce que ça change pour vous ? »

L'accroche de la campagne s'adresse directement aux usagers. Car c'est à leur profit que l'État s'est engagé dans une démarche de modernisation d'envergure, améliorant les services publics et simplifiant les relations avec l'administration.

Ce travail « de fond » n'est guère connu du grand public. Chacun peut percevoir telle ou telle simplification en fonction de ses usages et de ses besoins. Mais il reste difficile de percevoir la globalité des multiples chantiers engagés, des avancées enregistrées. Et encore moins des méthodes de travail qui sous-tendent ces résultats.

### **Une campagne d'ampleur nationale sur tous supports**

Donner la mesure de la démarche, de façon vivante et concrète, c'est l'objectif de cette campagne nationale. En télévision, ce sont des démarches administratives courantes dont tout le monde a besoin qui font l'objet de 4 clips qui montrent comment la simplification administrative facilite la vie des usagers.

Sur le site [www.modernisation.gouv.fr](http://www.modernisation.gouv.fr), un espace pédagogique est dédié à la présentation de ces mesures de simplification à travers des mini-dossiers avec animations, questions/réponses, consacrés à des mesures emblématiques.

A travers une page spéciale « comment l'Etat se modernise », le public est invité à mieux comprendre la démarche de modernisation, à réagir et même à proposer des pistes d'action sur le site [ensemble-simplifions.fr](http://ensemble-simplifions.fr). Cet espace s'enrichira de mois en mois. ■

**Secrétariat général pour l'administration**

## 12 animations sur le Web

### **WEB :**

- « [mon.service-public.fr](http://mon.service-public.fr) », le compte personnel des démarches en ligne ;
- « Allô Service Public 39 39 », le numéro unique pour toutes les questions administratives ;
- le guichet unique des impôts, le centre des finances publiques ;
- le guichet unique pour l'emploi, Pôle Emploi (fusion de l'ANPE et des Assedic) ;
- l'inscription en ligne sur les listes électorales ;
- le recensement citoyen en ligne ;
- le passeport biométrique : simplification

- des demandes de renouvellement ;
- le système d'immatriculation à vie des véhicules ;
- le changement de coordonnées en ligne ;
- l'amélioration de l'accueil dans les services de l'État ;
- le baromètre de la qualité des services publics ;
- « [Ensemble-simplifions.fr](http://ensemble-simplifions.fr) », ce site participatif permet aux usagers de contribuer à la simplification de l'administration en proposant des mesures.

## La Défense et le e-recensement

Parmi toutes ces démarches, certaines sont plus connues que d'autres.

Il en est une qui est en train de se développer et qui va concerner près de 76000 jeunes tous les ans.

C'est le e-recensement, et c'est souvent le premier contact des jeunes avec l'administration. A 16 ans, les jeunes gens et jeunes filles ont l'obligation de se déplacer en mairie pour se faire recenser. Pouvoir le faire en ligne de chez soi facilite les démarches des jeunes, des services municipaux ainsi que l'intégration des recensés dans les bases de données de la direction du service national.

Disponible 24h/24, 7 jours/7, la procédure est simple et gratuite. Il suffit de créer un compte sur [mon.service-public.fr](http://mon.service-public.fr) pour accéder à la démarche « Recensement citoyen obligatoire », puis de numériser les documents demandés. La personne reçoit l'attestation directement dans son espace confidentiel sur [mon.service-public.fr](http://mon.service-public.fr). Plus de déplacement, tout se passe en ligne.

Déjà, plus de 330 communes, partout en France, proposent le service de recensement citoyen en ligne. Et le déploiement continue. Si une commune n'est pas encore raccordée à ce système, [mon.service-public.fr](http://mon.service-public.fr) propose au jeune administré de préparer son dossier en ligne. Il lui suffit ensuite de l'envoyer à sa mairie par courrier avec la photocopie des pièces justificatives requises.

Le développement de ce service en ligne intervient au moment où se déploie la Journée Défense et Citoyenneté (ex JAPD), plus centrée sur sa mission fondamentale de sensibilisation des jeunes aux nouveaux enjeux de défense et de sécurité et s'appuyant sur des supports plus interactifs.

La réflexion sur la e-convocation est également à l'étude.

### **Rappel**

L'attestation de recensement délivrée est indispensable pour se présenter à certains examens et concours publics (comme le baccalauréat et le permis de conduire), mais aussi pour être convoqué à la Journée Défense et Citoyenneté troisième étape du parcours de citoyenneté JAPD.

# **ARMÉES** D'AUJOURD'HUI





# Felin

## Premiers tests tactiques

Par Aude Le Calvé - Photos : Jean-Jacques Chatard / Dico

La phase d'évaluation technique du nouvel équipement du fantassin étant terminée, l'armée de terre met à l'épreuve le potentiel tactique offert par les nombreux matériels numériques. Avant une possible exploitation l'été prochain sur le théâtre afghan, elle mène une campagne de tests de plusieurs mois. Les premiers se sont déroulés en décembre dernier...

**T**irer pardessus une butte sans s'exposer à la menace, traiter un ennemi invisible à l'œil nu, photographier ou filmer avec une lunette de tir... Le soldat du futur n'existe plus seulement dans les fictions ou les jeux vidéo. Le « biffin » est progressivement équipé du nouvel équipement FELIN (fantassin à équipements et liaisons intégrés) : un système d'armes conçu et conduit par l'armée de terre et la Direction générale de l'armement (DGA) pour augmenter ses capacités de combat.

La phase d'évaluation technico-opérationnelle des différents équipements composant ce système étant terminée, l'armée de terre aborde son exploitation tactique (*voir encadré*). Durant les mois à venir, elle travaillera à déterminer comment optimiser ce nouveau matériel pour remplir les missions traditionnelles de combat de l'infanterie (*voir encadré*).

L'évaluation débute avec les premières prises en main du matériel par le 13<sup>e</sup> bataillon de chasseurs alpins (13<sup>e</sup> BCA) de Chambéry. C'est le deuxième régiment d'infanterie à être « félinisé » après le 1<sup>er</sup> Régiment d'Infanterie de Sarrebourg. Lors d'un *drill*, une section de la 2<sup>e</sup> compagnie du 13<sup>e</sup> BCA doit s'emparer d'une ferme occupée et réduire toute résistance. A la tête des deux groupes d'infanterie et du groupe anti-char équipé du missile à courte portée ERYX, le sergent-chef ■ ■ ■



## Combat en réseau

Dès l'origine du projet Felin, en 1990, les études préparatoires ont porté sur la communication (fluidité des réseaux et des transmissions de données), l'observation (jour et nuit, portée et précision du tir), la protection (ballistique, discrétion visuelle et acoustique), l'autonomie en énergie (batteries) et la mobilité (ergonomie et masse). Aujourd'hui, le Felin est un rééquipement complet : treillis et protection balistique – dégrafable en cas de blessure –, équipements de tête, armes équipées de lunettes de tir, etc. Grande nouveauté, le fantassin dispose d'un ordinateur de poche, relié au réseau radio, à la messagerie, à l'optronique. Outre la capacité pour le fantassin de combattre « en réseau » au sein de sa section, ce système d'information renseigne aussi quasiment en temps réel le commandement des opérations.

**La 2<sup>e</sup> compagnie du 13<sup>e</sup> bataillon de chasseurs alpins effectue un déplacement tactique de reconnaissance. Page de droite, au centre, le commandant d'unité contrôle en temps réel l'évolution des sections sur son ordinateur.**



La section – deux groupes d’infanterie et un groupe anti-char – a pour mission de s’emparer d’une ferme occupée. Si les types de missions restent les mêmes, les équipements numériques de Felin modifient en profondeur la façon de les coordonner.



« Auparavant, j’aurais dû faire la synthèse des croquis de mes chefs de groupe. Aujourd’hui, ils photographient leur secteur. Les données sont calculées automatiquement. »

■ ■ ■ Pierrick Levacher. Pour lui, « les missions tactiques elles-mêmes ne changent pas : observer, reconnaître... En revanche, coordonner les actions se réalise d’une tout autre manière ». Sur son ordre, les deux groupes de combat viennent d’installer un dispositif de surveillance à la lisière d’un bois. Malgré les échanges radio, le silence est total. Les liaisons sont assurées grâce à un « bandeau » ostéophonique, qui reproduit et transmet fidèlement la voix par conduction des vibrations osseuses, même si le locuteur duchote. « Plus besoin de casque avec écouteurs et micro. Ce système, très confortable et très discret, fonctionne actuellement sur une distance de plusieurs centaines de mètres entre deux équipiers », précise un chef de groupe.

Un trinôme vient de se poster derrière les arbres. L’un d’eux balaye le secteur avec la lunette thermique fixée sur son arme. Il détecte la présence, de l’autre côté d’un champ découvert,

de deux hommes devant la ferme, grâce aux halos de lumière créés par la chaleur émanant de leur corps. En grossissant l’image par six, il pourrait discerner une cible situé jusqu’à 500 mètres de jour, et 250 mètres de nuit... A côté de lui, un soldat a monté sa lunette de tir (a vec intensificateur de lumière, de nuit) sur son Famas. « Deux hommes armés d’une kalachnikov à 300 mètres. L’un devant la porte, en observation, l’autre à droite, contre un arbre », dit-il en gardant l’œil sur la cible. Lui, pour rait reconnaître une cible jusqu’à 800 mètres ! Le zoom de sa lunette permet de multiplier son visuel par dix.

En position de tir, il n’a pas bougé d’un iota pour actionner sa radio : « Je me sers de la commande déportée de la poignée garde-main, par laquelle j’accède directement à la fonction “push and talk” », explique-t-il. Reliée à la lunette de tir, elle permet aussi de photographier et de filmer Un fantassin dis-

L’accroissement et la discrétion des facultés d’observation et de communication du fantassin concourent à sa protection.



simulé derrière un monticule de terre en fait la démonstration : tout en tenant à bout de bras son Famas surmonté de sa lunette de tir, il regarde ce qu'il capte sur son oculaire de casque, placé devant son œil. Les deux optroniques sont reliés via l'ordinateur de poche. Sur ordre du chef de groupe, il capture des images (photo ou vidéo). « *Prise en toute discrétion, l'image peut être lue ensuite sur l'écran de l'IHM (interface homme-machine). C'est par ce boîtier que peuvent également être envoyées toutes sortes d'informations (niveau de batteries, messages, etc.), via le "réseau d'information du fantassin", appelé le RIF, détaille-t-il. Avec ce poste radio individuel, nous pouvons communiquer entre nous, et le chef de section peut s'adresser à tous les groupes sur une portée d'un kilomètre.* »

Plus en retrait, le chef de groupe transmet les renseignements de terrain à son chef de section grâce à ses jumelles multifonctions (fonctions infrarouge, télémètre laser, GPS, etc.). « *Auparavant, dans un tel dispositif de surveillance, mes trois chefs de groupe auraient réalisé un croquis sur papier comportant les détails topographiques, le Nord du croquis, la position de chacun dans le groupe, les azimuts des limites du secteur avec les distances correspondantes, ainsi que la ligne d'ouverture du feu. Il m'aurait fallu ensuite faire la synthèse des trois croquis, explique le chef de section. Aujourd'hui, ils photographient leur secteur en effectuant un tour d'horizon avec leur matériel. Les données sont calculées automatiquement. Ce procédé me permet, non seulement de gagner du temps, mais aussi de travailler à partir de données beaucoup plus précises et fiables.* »

A quelques centaines de mètres, le chef de section consulte un écran tactile, le SITCOMDE (système d'information terminal du combattant débarqué). Toutes les informations (échanges par messagerie, comptes-rendus, ■ ■ ■



## Calendrier des essais

**Il faudra plusieurs mois avant de pouvoir tirer tous les enseignements tactiques liés à l'adoption du nouvel équipement du fantassin. Felin sera mis à l'épreuve selon un calendrier précis :**

- **février : actes réflexes et élémentaires de niveau individuel, groupe et section ;**
- **mars : combat, niveau section et compagnie à dominante interarmes ;**
- **avril : manœuvre de niveau compagnie en zone urbaine ;**
- **mai-juin : combat à dominante débarquée en terrain difficile de niveau section et compagnie.**

**A partir de cette exploitation tactique, conduite par la direction Etudes et prospectives de l'Ecole d'infanterie de Draguignan et menée sur le terrain par les hommes du 13<sup>e</sup> BCA, le Centre de doctrine d'emploi des forces (CDEF) fera évoluer les manuels tactiques d'infanterie.**

## Quelle était l'idée de base du projet FELIN ?

L'idée était d'utiliser les évolutions technologiques pour rendre le fantassin plus efficace au combat. Deux approches étaient possibles : juxtaposer des équipements toujours

plus nombreux, ou réfléchir à un système intégré qui optimise poids, consommation d'énergie, calculateur,

équipements optroniques, etc. Il a fallu trouver des compromis. Aujourd'hui, nous sommes fiers d'être la première nation à mettre en service ce type d'équipement.

## Comment a-t-il été testé ?

Le Felin étant appelé à devenir la « seconde peau » du soldat, nous avons mené des évaluations poussées pendant plusieurs mois. En 2008 et 2009, des centaines d'hommes qui rentraient d'Afghanistan, comme le 8<sup>e</sup> Régiment Parachutiste d'Infanterie de Marine, le 13<sup>e</sup> BCA et le Régiment de marche du Tchad, ont testé l'équipement dans des conditions extrêmes et variées : Djibouti, Guyane, haute montagne, zone urbaine. Primordiales, ces évaluations nous ont permis de l'ajuster et de le modifier, notamment en termes d'ergonomie et de robustesse.

## Comment le système est-il amené à évoluer ?

Nous avons pu expérimenter de nombreuses situations tactiques, mais nous devons encore tirer les enseignements d'un déploiement en Opex. Par ailleurs, Felin doit encore évoluer en cohérence avec d'autres programmes d'armement comme Scorpion [modernisation des matériels et des systèmes d'information], et avec ce qui remplacera la radio PR4G et qui intégrera les technologies de radio logicielle.

## 3 questions à

Laurent Barraco, directeur du programme FELIN à la DGA

Grâce à l'optronique fixé sur son arme, le fantassin peut effectuer des prises de vue photo ou vidéo, qu'il contrôle sur l'écran de son ordinateur. Il transmettra ces données à son chef de groupe, qui disposera d'informations bien plus précises qu'auparavant.



« Je suis convaincu que ceux qui y auront goûté ne pourront plus s'en passer. C'est un outil complet et une réelle plus-value pour le bataillon. »

■ ■ ■ fichiers multimédia des visualisations, niveau des batteries des groupes de combat, paramétrage du réseau radio RIF, etc.) fournies par les chefs de groupe y sont désormais rassemblées. « *La position du personnel de ma section apparaît même sur une cartographie numérique: un avantage indéniable pour éviter les tirs fratricides et organiser les appuis* », précise-t-il. Le capitaine, installé dans son véhicule de poste de commandement (VAB PC), recevra, à son tour, les don-

nées sur son ordinateur par liaison radio. Du chef de groupe au commandant de compagnie, inutile de reporter des points et des coordonnées sur une carte papier. La numérisation de l'espace de bataille accélère la prise de décision... Bientôt des détonations claquent en provenance du bois. Devant la ferme, les deux hommes armés sont à terre. Les fantassins montent à l'assaut en gardant la permanence du feu. Au bout d'une dizaine de minutes à peine, la mission est

## Zoom sur le système de communication et d'information

**Bandeau communicant :** système radio par ostéophonie, silencieux en émission et en écoute



**Oculaire de vision déportée (jour) :** restitue les images et les informations provenant de la lunette d'arme.

**Jumelles infrarouge multifonctions :** elles sont reliées au système d'information terminal du combattant ainsi qu'à sa radio.



**Lunette jour/nuit.** Elle est surmontée d'un viseur clair pour le tir instinctif.

**Commande sur la poignée du Famas :** pilote notamment la lunette d'arme et la radio (push & talk).



réalisée. Tandis que les chefs de groupe font adopter à leurs hommes un dispositif de sûreté rapprochée, le radiographiste fait cracher la radio PR4G: le chef de section s'apprête à faire son compte-rendu au capitaine. Le silence s'installe à nouveau, dans l'attente des ordres...

De retour au quartier, c'est le temps des échanges entre les utilisateurs. « *Il y a des compromis à faire*, souligne le lieutenant Julien Nayener, chef de section de la 2<sup>e</sup> compagnie. *Dans une mission de patrouille par exemple, la lunette de tir reste dans le sac de combat. Elle n'est montée sur le fusil d'assaut que, lors d'une phase tactique ou d'un assaut. Dans le tir à courte portée, le viseur clair et la lunette sont privilégiés, pour des questions de poids [le Famas en ordre de combat surmonté d'une lunette dépasse 7 kg], mais aussi pour la cohérence d'emploi. La lunette thermique octroyée à chaque groupe sert à balayer un secteur ou à observer durant une phase statique.* » Le lieutenant Julien Nayener est un « primo-formateur ». Avec une poignée d'autres, il a été instruit sur le système Felin à l'École d'infanterie de Draguignan pour retransmettre ses connaissances à tous les chasseurs de son bataillon.

Par ailleurs, des améliorations techniques sont attendues. L'autonomie des batteries qui alimentent l'ensemble du système, estimée à 24 heures de combat, semble parfois courte, bien que conforme aux exigences. « *Un souci, diront encore certains utilisateurs, c'est que les câbles sont trop nombreux sur l'homme [chaque sous-système est relié à l'ordinateur]. Mieux vaut être ordonné, quand il s'agit de prendre quelque chose dans la musette, sinon il faut tout enlever!* »

« *La phase d'exploitation tactique permettra d'évaluer ce que Felin peut apporter à la manœuvre tactique de l'infanterie*, explique le lieutenant-colonel Ghislain Lancrenon, chef du bureau opérations instruction (BOI). *Avec l'augmentation des capacités de tir et de communication, le chef de section peut-il faire déborder l'un de ses groupes alors qu'ils n'ont plus, comme auparavant, de contact visuel? Et ce, jusqu'à quelle distance?* » Du point de vue de la gestion du temps, il faut aussi prendre en compte, avant de s'engager, le délai de préparation nécessaire pour que se mette en place le réseau numérisé. En outre, « *en cas de panne, il faudra garder en mémoire les anciennes procédures. Pour le soldat, ce sera plus transparent.* » Pour le chef de BOI, la plus-value décisive apportée par le Felin réside dans l'aide à la décision: « *Il s'agira d'améliorer la fluidité de nos communications pour faire remonter plus rapidement un renseignement plus fiable sur l'ennemi.* »

Le chef de corps du 13<sup>e</sup> BCA, le colonel Bertrand Lavaux, est très optimiste. « *Je suis convaincu que ceux qui y auront goûté ne pourront plus s'en passer. C'est un outil complet et une réelle plus-value pour le bataillon* », conclut-il.

Il faudra attendre l'été pour faire la synthèse des premiers enseignements tactiques. Les conclusions seront déterminantes pour la décision d'engagement des premiers régiments pressentis pour partir avec le système Felin en Afghanistan, comme le 1<sup>er</sup> Régiment d'infanterie et le 13<sup>e</sup> BCA. C'est alors que seront actualisés les règlements d'emploi destinés à l'ensemble des combattants d'infanterie. ■

### **Pour le fantassin, Felin représente-t-il une évolution ou une révolution ?**

Felin inscrit le fantassin français dans le XXI<sup>e</sup> siècle et en tête des autres soldats des armées modernes. Le système Felin représente une rupture technologique par son type de développement

abouti (approche système, dotations en moyens d'observation et de communication, capacité d'intégration). Voulusimple et intuitif, il

marque cependant une évolution majeure pour les unités qui en sont dotées grâce à l'augmentation des capacités individuelles.

### **Quelle place a été donnée à la protection du combattant ?**

Système au service de l'humain, Felin se devait d'apporter au combattant la meilleure réponse en termes de protection. Le gilet balistique, modulaire et ergonomique, apporte donc un meilleur niveau de protection, de plus grandes surfaces couvertes et des performances balistiques cohérentes avec les menaces actuelles. Ce gilet balistique devra évoluer à partir des retours d'expériences opérationnels et des progrès technologiques.

### **Au vu des premiers résultats, le programme répond-il pleinement aux besoins opérationnels des unités d'infanterie ou des évolutions sont-elles à l'étude ?**

Les premiers utilisateurs dotés de Felin ne veulent plus revenir en arrière, conscients d'avoir entre leurs mains un outil spécialement étudié pour répondre à leurs besoins opérationnels. Tactiquement, Felin accélère la manœuvre, valorise le tir de jour et de nuit. Il permet une connaissance partagée de la situation qui tend à réduire le brouillard de la guerre. Des évolutions incrémentielles sont déjà à l'étude, prenant en compte les besoins actualisés et les enseignements des utilisateurs.

**3 questions au**  
colonel Bernard Rey, officier de programme FELIN, section technique de l'armée de terre



# Nucléaire

## **L'atome s'apprend à Cherbourg**



PHOTOS: CHRISTOPHE FIARD / DICOD



**Créée en 1958, l'« école ato » de Cherbourg accueille 900 stagiaires chaque année pour un large éventail de formations. A côté des 30 instructeurs militaires et 10 enseignants détachés de l'Education nationale, l'école fait appel à de nombreux intervenants extérieurs.**

**L'Ecole des applications militaires de l'énergie atomique (EAMEA) s'adresse aux futurs décideurs ou opérateurs du nucléaire de défense. Techniciens, ingénieurs ou autorités exerçant de hautes responsabilités viennent s'y former dans les trois principales branches du nucléaire militaire : la propulsion navale, l'armement et la sécurité des installations.**

« **D**ans le nucléaire, croire bien faire ne suffit pas, cette école est celle de l'excellence », souligne le capitaine de vaisseau Le Guigot, commandant l'Ecole des applications militaires de l'énergie atomique (EAMEA). Depuis 1958, l'« école ato » forme à Cherbourg les futurs décideurs et opérateurs du nucléaire de défense. Environ 900 stagiaires passent par ses bancs chaque année, avec une présence quotidienne de 130 élèves, constitués à 60 % d'officiers, cadres et ingénieurs, et à 40 % de sous-officiers. L'enseignement est dispensé par 30 instructeurs militaires et 10 enseignants civils détachés de l'Educa-

tion nationale, auxquels s'ajoute un réseau de 188 intervenants extérieurs. Issus du Commissariat à l'énergie atomique (CEA), d'entreprises comme DCNS, leader mondial dans l'armement naval, ou Areva, spécialiste des métiers de l'énergie, ces derniers apportent leur expertise en matière de nucléaire civil.

La formation couvre trois grands domaines. Celui, tout d'abord, de la propulsion navale. Il concerne la conduite et l'entretien des réacteurs du porte-avions *Charles-de-Gaulle*, des sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE) et des sous-marins nucléaires d'attaque (SNA). L'enseignement s'adresse bien sûr, aux marins. A l'instar du second maître Martinez, mécanicien depuis un an, qui a entrepris cette année une

formation pour devenir opérateur sur réacteurs: dans quelques mois, après les stages, il sera prêt à rejoindre une équipe de quart embarquée.

Mais des places sont également ouvertes aux ingénieurs militaires des études et techniques de l'armement (IETA). Séverin Colotti, diplômé de l'ENSIETA de Brest devenue l'Ecole nationale supérieure de techniques avancées (ENSTA Bretagne) explique ses motivations. « *Peu d'écoles forment au nucléaire, et l'univers des sous-marins me passionne. Je souhaitais un poste à vocation technique plus que managériale, avec un lien privilégié avec les industriels. J'ai donc choisi de venir* ■■■

« Cette formation est nécessaire. Avec les techniciens, nous agissons ensemble sur un même système nucléaire. Je peux ainsi partager avec eux une même culture. » (Le commandant en second du *Charles-de-Gaulle*)

■ ■ ■ à l'EAMEA, poursuit-il. *Le rythme est très soutenu, assez proche des classes préparatoires, mais l'effectif réduit de la promotion permet de côtoyer des enseignants de très haut niveau !* C'est ainsi que le jeune ingénieur de la Direction générale de l'armement (DGA) va passer 13 mois à Cherbourg. Son diplôme en poche, il pourra exercer des responsabilités au sein des structures de maintien en condition opérationnelle (MCO) des bâtiments à propulsion nucléaire : contractualisation des travaux, suivi des industriels, planification. Il pourra aussi être chargé des installations nucléaires appartenant à la DGA, à Cherbourg par exemple, ou travailler au sein des programmes d'armement et des structures d'expertise. Le deuxième grand secteur d'intervention de l'école est celui de l'armement. Les militaires de la marine et de l'armée de l'air y étudient les systèmes d'armes, de leur conception à leur mise en œuvre et leur entretien.

Techniciens, ingénieurs, ils acquièrent les connaissances scientifiques, techniques et réglementaires des composantes aéroportées (Mirage 2000 N, Rafale et son missile ASMP-A, Super-Etendard de la marine) et océanique (SNLE et SNA) de la dissuasion nucléaire. Après cette formation, ils occuperont des responsabilités dans des bases aériennes à vocation nucléaire, à moins qu'ils ne rejoignent une des équipes de programmes d'armement. Certains parmi eux seront amenés, au titre de cette expertise, à intervenir comme conseillers auprès des hautes autorités civiles et militaires.

## Collaboration franco-britannique

**Des officiers de marine de l'Ecole atomique ayant choisi l'option « réacteur » peuvent, depuis 2001, réaliser leur projet de fin d'études au Nuclear Department de la Defence Academy implanté au sein de l'HMS Sultan à Gosport, en Angleterre. Grâce à cette collaboration entre les deux écoles, ils peuvent se voir décerner un diplôme européen l'European Master of Science in Nuclear Engineering Certificate.**

Enfin, troisième grand volet des études dispensées à l'école, celui de la sécurité de l'exploitation des systèmes nucléaires, à tous les stades de leur existence, de leur conception jusqu'à leur démantèlement. Au-delà du contrôle, la formation s'étend à la gestion des situations de crise et à la protection des personnes, de la population et de l'environnement.

Les formations s'adressent à tous les niveaux d'intervenants, des techniciens en radioprotection des sites nucléaires en passant par les équipes intégrées de programmes d'armement jusqu'aux commandants de forces et de région. Les militaires sont amenés à troquer l'uniforme pour la blouse blanche lors des travaux pratiques en laboratoire de physique nucléaire sur des simulateurs de chaufferies de propulsion ou lors des cours de chimie.

Elles s'adressent autant aux médecins militaires qu'au personnel déjà formé, par exemple à la mise en œuvre de la propulsion ou des systèmes d'armes nucléaires. Elles intéressent également les décideurs (préfets, par exemple) ou les militaires exerçant de hautes responsabilités. C'est le cas, par exemple, du capitaine de frégate Pierre-Yves Grente, commandant en second du porte-avions *Charles-de-Gaulle*. Chargé de l'organisation et de la sécurité du navire, il met en ce moment même en application ce qu'il a appris à l'Ecole atomique : « Cette formation est nécessaire. Avec les ingénieurs et les techniciens, nous agissons ensemble sur un même système nucléaire. Je peux ainsi partager avec eux une même culture. »

L'EAMEA propose ainsi un large choix de formations. Qu'elles durent quelques jours ou deux ans, elles s'appuient, selon le commandant Le Guigot, sur trois valeurs primordiales, « déjà appliquées dans les armées au quotidien, mais d'autant plus prégnantes dans un domaine sensible comme le nucléaire : l'excellence, l'humilité et l'esprit d'équipe. »

Anne-Lise Llouquet

## A Cherbourg, une protection naturelle contre les rayons cosmiques

Chercheurs et thésards bénéficient pour leurs recherches d'un lieu unique : le laboratoire souterrain du Roule. Il appartient au groupe d'études atomiques (GEA), expert de la marine pour la radioprotection et la surveillance radiologique, et avec qui l'Ecole atomique est partenaire. Dominant la ville de Cherbourg de ses 110 mètres, la montagne du Roule constitue une protection naturelle

contre les rayonnements cosmiques. Sans danger pour l'homme, cette pluie de particules provenant du cosmos qui arrose la Terre en permanence parasite les détecteurs et limite les mesures les plus fines de la radioactivité. Grâce à ses roches non granitiques, la montagne du Roule offre des conditions particulièrement favorables pour certaines recherches en physique nucléaire.

# **ARMÉES** D'AUJOURD'HUI

# Reportage

## Les aviateurs révisent leurs fon

**Obligatoire pour tout personnel de l'armée de l'air projetable en Afghanistan, le stage Martel est l'occasion pour ces militaires de revoir les fondamentaux du combattant. Pendant une semaine, ils vivent dans un environnement proche de celui auquel ils seront confrontés. Visite à la base aérienne 102 de Dijon.**

semaine chaque année, il permet à plus de 600 militaires d'approcher les conditions opérationnelles et la vie courante d'une base aérienne sur le théâtre afghan (Bagram, Kandahar et Kaboul), ainsi que sur les différentes FOB (base opérationnelle avancée) des Groupements tactiques interarmes (GTIA). A son programme figurent instruction sur le tir de combat (IST-C) au pistolet automatique et au fusil d'assaut, piste d'audace, parcours d'obstacles, combat à pied, informations sur les convois

motorisés, secourisme au combat, vie en collectivité et techniques d'optimisation du potentiel (TOP) pour la gestion du stress. Les stagiaires assistent également à des présentations sur la situation géopolitique du théâtre et sont sensibilisés à ses menaces : engins explosifs

improvisés (IED), roquettes, etc.). Le personnel navigant reçoit par ailleurs une formation de rappel sur les procédures d'éjection et sur l'emploi du matériel de transmission de secours et des équipements de survie.

Avant tout départ en mission, familiariser le militaire avec son armement est une priorité. Pour ces spécialistes en unité non combattante, le porter en permanence sur un théâtre, avoir éventuellement à s'en servir, constitue quelque chose de peu commun auquel ils doivent s'habituer. « Ici, l'arme est démontée, remontée, manipulée dans le respect des règles de sécurité. Elle est portée 24 heures sur 24. Une façon de responsabiliser les stagiaires », précise l'adjudant-chef Christophe Blanluet, le directeur de tir. Cet instructeur a été employé à plusieurs reprises en unité commando de l'air, puis a été inséré au sein de la structure de protection de la base de Kandahar. Replaçant le contenu de son enseignement dans le contexte afghan, il détaille les réactions à adopter face à une attaque de mortier : comment s'équiper avec son matériel de protection, comment l'enlever sur un blessé, se mettre au sol et aux abris, etc.

L'adjudant Stéphane Martinez, instructeur en sport de combat, a été chargé sur ce même théâtre de la sécurité des ■■■

« **A**u sortir du stage, ils se sentent prêts à partir et savent désormais ce qui les attend en Afghanistan, estime l'adjudant-chef Jacques Gilles, un responsable du stage Martel. Ni entraînement commando, ni stage d'aguerrissement, il s'agit d'une remise à jour des savoir-faire du combattant pour les militaires qui n'ont pas à manipuler d'armes au quotidien. » Personnels navigants, mécaniciens, logisticiens, transmetteurs, pompiers de l'air, interprètes photo, secrétaires, ils vont bientôt rejoindre le théâtre afghan, une première pour la plupart d'entre eux. Après ce stage à la base aérienne 102 de Dijon-Longvic, que l'Escadron de formation des commandos de l'air (EFCA) dispense depuis quatre ans, ils seront en mesure d'utiliser leur arme en toute sécurité, de porter secours à un blessé, de réagir à une alerte en cas d'attaque de type roquette, et de s'adapter à un environnement austère ou à une situation dégradée.

Créé en 2007, le stage Martel (pour Module d'apprentissage et de restitution des techniques élémentaires) est obligatoire pour tout personnel de l'armée de l'air projetable en Afghanistan, quels que soient son âge, sa spécialité, sa condition physique ou son unité d'appartenance. A raison de onze sessions d'une

Ni entraînement,  
ni stage  
d'aguerrissement,  
ce module est  
une remise à jour  
des savoir-faire  
du combattant.

# damentaux avant l'Afghanistan



PHOTOS : CHRISTOPHE FIARD/DICOD

**Après une semaine d'instruction les stagiaires sont capables d'utiliser leur arme en toute sécurité, de porter secours à un blessé, de réagir à une alerte en cas d'attaque de type roquette et de s'adapter à une situation dégradée.**





**Souvent montée et démontée, l'arme est portée 24 heures sur 24 pour responsabiliser les stagiaires.**

## Les techniques d'utilisation du potentiel (TOP) préparent les stagiaires à gérer leur stress lors de situations délicates.

■ ■ ■ depuis la base de Bagram. Il explique comment réagir face à un imprévu sur la route: embuscade, engin explosif improvisé ou simple crevaison. « Selon le type de convoi (en VAB ou en 4x4 banalisé), les stagiaires seront simples passagers ou équipiers. Ils doivent savoir faire le minimum et, surtout, bien écouter le chef de bord. » Des conseils sont aussi prodigués, notamment en cas de débarquement d'urgence.

Les formateurs passent beaucoup de temps à parler avec les stagiaires. La gestion des situations délicates, ces derniers s'y trouveront confrontés, quel que soit le type d'engagement: sur une base ou sur une position plus avancée dans une zone d'insécurité. C'est pourquoi une préparation mentale leur est dispensée par un spécialiste, l'adjudant Laurent Sauriat, moniteur-chef de l'éducation physique militaire et sportive (EPMS) et des techniques d'optimisation du potentiel (TOP). Celles-ci sont basées sur la respiration, la relaxation et la visualisation (approche mentale positive, avec un travail de gestuelle pour faciliter l'apprentissage de nouvelles techniques, par exemple de tir). « Les TOP nous apparaissent comme une solution complémentaire à celles que nous adoptons déjà, comme la pratique quotidienne du sport ou la cohésion du groupe », confie un stagiaire à l'issue d'une séance. « Pour moi, la respiration dynamisante [associée à une contraction puis à un relâchement musculaire] est devenue une habitude quand j'ai besoin d'énergie pour effectuer la mission du jour. C'est un palliatif à la fatigue », dira un pilote.

L'instructeur TOP prépare les stagiaires au stress qu'ils peuvent rencontrer avant, pendant et après la mission: « Du théâtre afghan, chacun ne connaît finalement que la vision restreinte des médias qui, le plus souvent, ne font état que des combats et des morts, explique l'adjudant Sauriat. C'est pourquoi ils doivent prendre le temps d'en discuter avec leur famille avant le départ, pour être plus sereins et pouvoir mieux se concentrer sur leur mission. » Au personnel navigant, dont il s'occupe depuis des années, le moniteur fait répéter mentalement et avec les gestes les procédures d'éjection, d'évacuation de bord (au sol) et de poser en paraïdute. Mais il prépare aussi les pilotes au tir. « Même s'il s'agit d'un ordre, détruire un objectif peut créer du stress émotionnel. Les TOP servent à le "programmer" ou à l'extérioriser », ajoute-t-il. Pour répondre à une demande opérationnelle croissante, l'armée de l'air étudie la possibilité de transférer la formation initiale (tir, secourisme, etc.) de l'EFCA sur d'autres bases aériennes. « L'escadron pourrait ainsi se concentrer sur le réalisme de l'entraînement en reproduisant un environnement proche de celui du théâtre afghan. Par exemple avec la construction d'une FOB de type Nijrab en Kapisa ou la création d'un parcours IED précise le commandant Olivier Delorme, le numéro 2 de l'EFCA. Cela nous permettrait d'approfondir la formation des militaires de l'armée de l'air engagés en dehors des bases aériennes et devant, entre autres, participer aux convois. »

■  
**Aude Le Calvé**



# Pour être au cœur de la défense



Chaque mois, découvrez nos **forces en action**, les enjeux de notre stratégie de défense, les facettes de l'industrie et des technologies de l'armement. Participez aux débats des armées et renforcez votre culture militaire. Avec ses 68 pages et sa version online, *Armées d'aujourd'hui* est le magazine indispensable de ceux qui veulent des repères pour la défense d'aujourd'hui.

Abonnement	Public			Personnel de la défense*		
	France	Dom-Tom par avion	International par avion	France	Dom-Tom par avion	International par avion
1 an (10 n°)	20 €	30 €	35 €	15 €	25 €	30 €
2 ans (20 n°)	35 €	55 €	65 €	25 €	45 €	55 €

\* Personnel de la défense, réserviste, étudiant, lycéen, correspondant défense (sur justificatif).

# Abonnez-vous !

## BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom et prénom ..... Grade ou fonction .....

Adresse ..... Localité ..... Code postal .....

### Renseignements statistiques

Âge ..... Profession ..... Secteur d'activité ..... Nom de l'entreprise .....

Abonnement souhaité

Normal  Spécial\*  France  Étranger/Dom-Tom/Par avion

1 an  2 ans Nombre d'exemplaires

\* Personnel de la défense, réserviste, étudiant, lycéen, correspondant défense (sur justificatif).

Joindre à la commande le règlement à l'ordre de : M. l'agent comptable de l'ECPAD, et envoyer celui-ci à :

ECPAD / Service abonnements, 2 à 8 route du Fort / 94205 Ivry sur Seine CEDEX. Tél. : 01 49 60 52 44 - Fax : 01 49 60 59 92 Email : [routage-abonnement@ecpad.fr](mailto:routage-abonnement@ecpad.fr)

Les informations recueillies dans ce document sont nécessaires au traitement de votre commande et destinées à nos services internes. Elles ne sont en aucun cas communiquées et peuvent donner lieu au droit d'accès et de rectification prévu par l'article 27 de la loi du 6/01/1978.

# ARMÉES

D'AUJOURD'HUI



ANNE-LISE LLOUQUET

## 12/02 LE PREMIER MINISTRE À BORD DU « CHARLES DE GAULLE »

François Fillon (à gauche sur la photo), en visite officielle en Arabie saoudite, a rencontré les marins français du déploiement Agapanthe, au large de Djeddah. Cette visite s'est déroulée dans le cadre des manœuvres White Shark, menées par le groupe aéronaval français et les forces armées saoudiennes du 12 au 14 février. Un bilan des opérations depuis le début du

déploiement, en octobre dernier, a été présenté au Premier ministre, qui a assisté à une séance d'appontage et de catapultage sur le pont d'envol. Dans son allocution, le chef du gouvernement a insisté sur le rôle essentiel du porte-avions comme « *composante clé de notre dissuasion nucléaire [...] et acteur majeur de notre projection de puissance* ».



AMER HILABI/AFP



T. LABATAILLE/SIRPA AIR

## 17/02 RÉALISATION DU PROJET BALARD : BOUYGUES ATTRIBUTAIRE PRESSENTI

Le ministère de la Défense a choisi le groupement conduit par Bouygues comme attributaire pressenti pour la construction du site Balard (Paris 15<sup>e</sup>), qui regroupera l'administration centrale et les états-majors de la Défense. Les offres finales avaient été déposées le 11 janvier par les trois candidats Bouygues, Eiffage et Vinci, au terme de différentes phases de dialogue compétitif. Le projet retenu réunit les avantages de l'offre financière

la plus basse, d'une bonne adéquation fonctionnelle et technique et de la meilleure qualité architecturale. Ce n'est qu'après la signature du contrat, prévue fin avril, que le titulaire sera désigné et que les aspects financier et architectural des offres pourront être dévoilés. Le chantier, qui mobilisera environ 2 500 ingénieurs, techniciens et ouvriers, débutera en janvier prochain et s'achèvera, pour l'essentiel, en juin 2014.

## 04/02 VISITE DU MINISTRE DE LA DÉFENSE AUX FORCES AÉRIENNES

Pour sa première visite aux forces aériennes, Alain Juppé, ministre de la Défense et des Anciens Combattants, s'est rendu sur la base aérienne 118 de Mont-de-Marsan. Le ministre d'Etat a pu découvrir les missions de la base, et notamment le volet expérimentation, à travers le Centre d'expériences aériennes militaires

(CEAM). Ce centre réalise les essais opérationnels des matériels. Alain Juppé a ainsi assisté à une présentation du système sol-air moyenne portée, actuellement en cours d'évaluation au CEAM, et à celle du nouveau Pod de reconnaissance Reco Nouvelle Génération (N-G) emporté par le Rafale.



ARMÉE DE L'AIR



EVARD TAQUET/ECPAD

## 28/01 LE CEMA SIGNE UN ACCORD DE COOPÉRATION FRANCO-ÉMIRIEN

L'amiral Edouard Guillaud, chef d'état-major des armées, et le général Issa Al Mazrouin, vice-chef d'état-major des armées des Emirats arabes unis, ont coprésidé la séance de clôture du 16<sup>e</sup> haut comité militaire franco-émirien. Celui-ci a permis de constater le dynamisme exceptionnel des relations entre les forces

armées des deux pays. Il a aussi permis de fixer un programme de coopération, signé par l'amiral Guillaud et le général émirien. Le partenariat entre les deux pays a pris un nouvel élan en 2009 avec l'implantation d'une base à Abou Dhabi, qui accueille les militaires français des trois armées.

## 08/02 DÉBRIS SPATIAUX : LA FRANCE ET LES ETATS-UNIS SIGNENT UN ACCORD

Lors de son premier déplacement aux Etats-Unis depuis sa prise de fonctions, Alain Juppé, ministre d'Etat, ministre de la Défense et des Anciens Combattants, a signé un accord de coopération spatiale avec son homologue Robert Gates. Cet accord concerne la surveillance des débris spatiaux issus des satellites ou de lanceurs spatiaux, et plus précisément le suivi de leur trajectoire afin

d'éviter toute collision orbitale qui endommagerait les satellites. Dans le domaine militaire, l'imagerie satellite constitue aujourd'hui une source d'information stratégique, permettant notamment la surveillance d'un territoire. Les deux ministres ont aussi abordé la situation en Egypte, en Tunisie ainsi que les opérations en Afghanistan et les questions industrielles de défense.



EADS ASTRIUM



PM BRUNO MASSE/EMIA FFG

## 06 - 10/02 SOUTIEN : LE GÉNÉRAL ROUZAUD VISITE UNE BDD AU GABON

Commandant interarmées du soutien (Comias), le général Rouzaud a commencé ses visites sur le terrain avec la base des Forces françaises au Gabon. Durant quatre jours, il a observé la mise en œuvre du soutien au profit des opérationnels, en visitant notamment la mission logistique de Douala et le centre d'entraînement nautique de Port-Gen-

til. Il a également visité le groupement de soutien de la base de défense. Cet été, l'année, le Commandant interarmées du soutien se rendra régulièrement sur le terrain pour évaluer l'avancement des déploiements des bases de défense. L'occasion pour celles-ci de faire un état des lieux concret du dispositif de soutien local.

## 12/03 UN COLLOQUE POUR LES 20 ANS DE L'OPÉRATION DAGUET

La Direction de la mémoire, du patrimoine et des archives du ministère de la Défense et des Anciens Combattants (DMPA) et l'ECPAD organisent à l'occasion des 20 ans de la guerre du Golfe, un séminaire sur cette opération militaire. Deux tables rondes et une projection du film de Patrick Barbéris *La guerre en face* sur l'opération Daguet, lors de la guerre du Golfe en 1991. L'École militaire réunira des historiens civils et militaires ainsi que des hommes politiques et les chefs militaires qui ont participé à cette opération.



ECPAD

Inscription obligatoire avant le 10 mars [dmpa-colloque.historique@defense.gouv.fr](mailto:dmpa-colloque.historique@defense.gouv.fr)



DGA

## 17/02 URGENCE OPÉRATION : LA DGA COMMANDE 100 TOURELLEAUX TÉLÉOPÉRÉS

Dans le cadre d'une procédure d'acquisition en urgence opération (UO), une commande de 100 tourelles téléopérées pour blindés légers vient d'être notifiée par la Direction Générale de l'Armement à Panhard General Defense. Ces tourelles W ASP (*Weapon under Armor for Self Protection*) équiperont les petits véhicules protégés (PVP) et les véhicules blindés légers

(VBL) de l'armée de terre. Prenant en compte les enseignements des opérations extérieures, le Wasp renforce la protection des soldats, qui sont en mesure de l'utiliser depuis l'intérieur du véhicule. Equipé d'une mitrailleuse couplée à une lunette d'observation et de visée issue du programme Felin, il est bien adapté au combat urbain et en zone de montagne.

Après l'invasion du Koweït par l'Irak, le 2 août 1990, le Conseil de sécurité de l'Onu vote une résolution exigeant le retrait des troupes de Saddam Hussein. Face à l'intransigeance de ce dernier, l'option militaire devient la seule possible pour la communauté internationale. Le 17 janvier 1991, l'opération Desert Storm est lancée. Des acteurs militaires de cette guerre et des historiens reviennent sur cette opération. Ils nous éclairent sur les leçons qui en ont été tirées et qui ont conduit à l'évolution de notre outil de défense.

# GUERRE DU GOLFE

# IL Y A 20 ANS, LES ALLIÉS



NICHOLAS KAMM/AFP

# S LIBÉRAIENT LE KOWEIT

## Général Bernard Thorette, commandant du 3<sup>e</sup> RIMa au sein de la division Daguet

Le général d'armée (2<sup>e</sup> Section) Bernard Thorette a commandé le 3<sup>e</sup> Régiment d'infanterie de marine, au sein de la division Daguet, pendant la guerre du Golfe. Chef d'état-major de l'armée de terre de 2002 à 2006, il est aujourd'hui président de l'association Terre Fraternité\*.

### Le 24 février 1991, au moment de franchir la frontière irakienne, que ressentez-vous ?

Nous nous sentons bien préparés, convaincus de notre puissance de feu, de notre entraînement et de la qualité de nos matériels. Mais en même temps, nous nous interrogeons sur ce qui nous attend à cinq kilomètres, derrière la frontière, derrière cette crête qui nous semble une montagne lorsque nous la regardons. Que vaut vraiment le dispositif irakien ? Bien sûr, nous possédons des renseignements sur lui, nous l'évaluons, et peut-être même le surestimons. Mais en sommes-nous sûrs ? Et puis, nous avons une hantise : les mines. Enfin, le général Janvier, commandant de la division Daguet, placée sous le commandement du général Roquejoffre commandant la Force Daguet en Arabie saoudite et sous le contrôle opérationnel du XVIII<sup>e</sup> corps d'armée américain, ordonne l'assaut. Les premiers à entrer en jeu, après un raid initial quelques jours auparavant de nos camarades aviateurs sur les forces irakiennes

La division a en outre sous son contrôle opérationnel la 3<sup>e</sup> brigade de la « 82<sup>e</sup> Airborne », division mythique américaine.

### Quels étaient vos objectifs ?

J'avais, avec le 4<sup>e</sup> Dragons, 24 heures pour conquérir un objectif intermédiaire, pendant que mes camarades effectuaient sur l'axe Ouest un mouvement offensif de contournement du dispositif irakien. Baptisé Rochambeau, c'était un point de terrain important car défendu et légèrement surélevé. Il devait permettre à la division, en couverture face à l'ouest de l'action alliée, de s'emparer d'Al Salman et de son aérodrome, à 150 km vers le nord en territoire irakien. Là était concentré le cœur du dispositif de la 45<sup>e</sup> division d'infanterie irakienne. Au cours de l'action, nous nous sommes opposés à plusieurs positions irakiennes. Or pour la première fois en opération, nous utilisons le GPS pour nous aider dans la navigation. C'est ainsi que, par une manœuvre audacieuse, nous avons pu prendre les Irakiens sur le flanc. Ils ont été surpris et vite submergés, et nous avons fait un nombre impressionnant de prisonniers.

Le deuxième jour, le 25 février, la division Daguet a concentré ses forces sur Al Salman. La conquête de l'aéroport, infesté de pièges, a été confiée aux unités de l'axe Ouest : le 1<sup>er</sup> REC, le 2<sup>e</sup> REL, le 1<sup>er</sup> Spahis, le 11<sup>e</sup> RAMa, tandis que celles de l'axe Est

# « Nous avons conscience de la légitimité

installées au Koweït, sont les 1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup> Régiments d'hélicoptères de combat. Viennent ensuite le 2<sup>e</sup> Régiment étranger d'infanterie, du colonel Derville, incluant en ses rangs un escadron du Régiment d'infanterie chars de marine (RICM), et mon régiment, le 3<sup>e</sup> Régiment d'infanterie de marine (RIMa) comptant de son côté en son sein une compagnie du 21<sup>e</sup> RIMa et un escadron du RICM. Nous sommes soutenus, précédés ou accompagnés du 1<sup>er</sup> Régiment étranger de cavalerie (REC), du 1<sup>er</sup> Régiment de spahis, du 4<sup>e</sup> Régiment de dragons (RD). L'ensemble est appuyé par le 6<sup>e</sup> Régiment étranger du génie (REG), le 11<sup>e</sup> Régiment d'artillerie de marine (RAMa) et un bataillon d'artillerie américain, tandis que le 6<sup>e</sup> Régiment de commandement et de soutien assure le soutien logistique avancé de l'ensemble, et le 2<sup>e</sup> Régiment d'infanterie de marine, la sécurité sur les arrières. Des unités du 1<sup>er</sup> Régiment de hussards parachutistes et du 1<sup>er</sup> Régiment d'infanterie participent à l'action.

(3<sup>e</sup> Rima, 4<sup>e</sup> RD accompagnés d'éléments du 6<sup>e</sup> REG) devaient s'emparer de la ville. Ce que nous avons fait, le troisième jour, pendant que les commandos du 1<sup>er</sup> RPIMA s'emparaient du fort dominant la ville où s'était installé le PC de la division irakienne.

« La professionnalisation des armées est peut-être l'enseignement majeur de cette guerre. »

### Le conflit a-t-il fait évoluer l'organisation opérationnelle de l'armée de terre ?

Bien sûr, et dans de nombreux domaines. Ne serait-ce que pour ce qui est de la logistique. L'armée de terre avait déjà mené des opérations loin de ses bases, mais pour cette guerre, nous devons projeter plus d'hommes (15000 au total, des armées de terre, de l'air et de la marine) et plus loin. L'armée de terre a ainsi pris la mesure de ce que pouvait être une opération majeure à 5000 kilomètres de la France. Elle a mis sur pied pour l'occasion un groupement de soutien logistique considérable. Par son envergure, cette opération a aussi mis en lumière le rôle majeur des appuis – de mortier, d'ar-

tillerie, de lance-roquettes multiples et aériens – et l'absolue nécessité de leur bonne coordination pour pouvoir mener l'action avec la plus grande sécurité possible, ainsi que l'importance du soutien santé de l'avant.

Nous avons aussi pris conscience qu'il était indispensable de disposer de structures d'état-major éprouvées et entraînées capables de s'intégrer dans des dispositifs alliés et aussi d'intégrer d'autres forces. De même, il est apparu impératif de développer la coordination entre les composantes de nos forces armées. Ceci s'est notamment traduit par la création, en 1993, de l'état-major interarmées de Creil et du centre opérationnel interarmées. Quant aux opérations spéciales, nous possédions des régiments aptes à ce type de missions – les commandos du 1<sup>er</sup> RPIMa, en particulier, nous accompagnaient, et ils ont subi des pertes douloureuses –, mais nous n'avions pas en ce domaine de structure de commandement adéquate. Deux ans plus tard, le Commandement des opérations spéciales était mis sur pied.

Par ailleurs, nous avons redécouvert les « affaires civiles » en observant les Américains. Ces unités sont un lien entre les forces au sol et la population. Les armées recréeront ce concept deux ans plus tard, en Bosnie.

Concernant le renseignement, force a été de constater qu'il y avait des failles dans notre dispositif, sur le plan tant techno-



La notion d'armées professionnelles s'imposait dès lors, ce fut fait en 1996.

### **Vingt ans après cette guerre, pensez-vous que cette génération de soldats soit suffisamment reconnue ?**

Pour un chef de corps, partir au combat avec son régiment, c'est l'aboutissement de l'engagement d'une vie militaire. Mais, incontestablement, c'est aussi un aboutissement collectif. Nous comprenions notre action et nous avions conscience de sa légitimité car nous agissions au nom du droit international en application d'une résolution des Nations unies et étions soutenus par la nation. Très rapidement, d'autres théâtres se sont ouverts : la Bosnie puis le Kosovo, d'autres encore et maintenant l'Afghanistan. Chaque conflit chassant le précédent, notre engagement est aujourd'hui un peu oublié. Néanmoins, tous ceux qui ont « fait » Daguet savent qu'ils ont accompli une mission difficile et que leur action a été à l'origine de transformations majeures et radicales dans les armées françaises.

### **Si vous deviez retenir une image, un moment fort de cette opération, quels seraient-ils ?**

En fait, je retiens cinq moments clés. Le premier, en décembre 1990, lorsque mon régiment est désigné pour partir et rejoindre ses camarades des autres régiments de la 6<sup>e</sup> division légère blindée

## de notre action et du soutien de la nation»

logique qu'organisationnel. Nous avions, en fait, peu d'autonomie dans ce domaine, nous étions liés en grande partie au renseignement américain. Ce constat a donné naissance à la Direction du renseignement militaire, en 1992, et à la poursuite des programmes des systèmes d'observation et de télécommunications satellitaires. Quant à la communication opérationnelle vers les médias, nous étions plus ou moins préparés à son importance – il suffisait d'écouter la radio ou d'allumer la télévision pour se rendre compte de l'importante couverture médiatique du conflit. Les organes militaires spécialisés (le Sirpa) existaient mais sans doute n'étions-nous pas assez « outillés » pour gérer les relations avec la presse. Ceci a changé depuis, et la Délégation de la communication de défense est née en 1998.

Enfin, la professionnalisation des armées est peut-être l'enseignement majeur de cette guerre. Le président de la République avait pris la décision de ne pas déployer d'appelés sur le théâtre. A partir de ce moment-là et à l'exception près, plus tard, des appelés volontaires en Bosnie, il était admis que seuls les soldats professionnels participeraient aux opérations de guerre.

dée déployés sur place depuis trois mois : je sais que nous allons vivre une aventure exceptionnelle. Le deuxième, plus intime, quand, juste avant l'offensive, je procède à 15 mariages et enregistre 287 testaments, dont le mien – puisque, en tant que chefs de corps, nous avons la charge d'officiers d'état-civil. Il m'a été donné de recueillir le « oui » de soldats qui, avant de partir au combat, choisissaient de se marier. Les troisième et quatrième moments forts sont l'ordre de l'assaut donné par le général Janvier, le 24, avant le lever du jour, et l'annonce du cessez-le-feu le 28 à l'aube. A ces instants, nous avons, comme on dit, « la chair de poule ». Quant au cinquième moment, c'est incontestablement, et pour tous, celui des « retrouvailles », fin mars ou début avril, en France et de l'accueil exceptionnellement chaleureux et émouvant de nos villes de garnison. Sans parler du défilé du 14 juillet 1991 sur les Champs-Élysées. Inoubliable.

**Propos recueillis par Samantha Lille**

**\*Terre Fraternité apporte un soutien moral, matériel et financier aux blessés de l'armée de terre, à leurs familles et à celles des disparus.**



Si l'armée française a un savoir-faire reconnu en matière de projection de forces, l'engagement en Irak dépasse de loin les opérations précédentes par son ampleur : il s'agit de projeter 7 000 hommes à 7 000 kilomètres de la métropole.

PHILIPPE SOLA/MARINE NATIONALE

# LA GUERRE DÉCLENCHE LA TRANSFO

**La guerre du Golfe fait prendre conscience de la nécessité de pallier des insuffisances dont le plupart étaient déjà connues. Malgré un processus décisionnel efficace, il devient urgent de renforcer le renseignement et surtout de développer l'interarmisation que réclament les conflits modernes.**

Le 2 août 1990 au matin, les blindés irakiens franchissent la frontière du Koweït. En quelques heures, le petit émirat est annexé par son puissant voisin : la guerre du Golfe a commencé. Trois raisons peuvent expliquer la décision de Bagdad : la volonté de régler par les armes un vieux contentieux frontalier, le refus de Saddam Hussein d'honorer les 15 milliards de dollars de dettes contractés auprès du Koweït au cours du conflit avec l'Iran (1980-1988), mais aussi la demande irakienne de paiement du pétrole extrait d'un gisement situé sur la frontière commune. La volonté hégémonique de Saddam Hussein et son souhait de se poser en leader du monde arabe renforcent sa détermination.

Le même jour, le Conseil de sécurité vote la résolution 660 exigeant le retrait des troupes irakiennes. L'intransigeance de Bagdad aboutit à une impasse politique et diplomatique : à la mi-janvier 1991, l'option militaire apparaît comme le seul moyen pour faire respecter le droit international et rétablir le Koweït dans sa souveraineté. Le 17 janvier est déclenchée l'opération Desert Storm (Tempête du désert), qui débute par une offensive aérienne relayée, le 24 février, par une foudroyante opération terrestre. Quatre jours après son déclenchement, « la guerre de 100 heures » est terminée, l'Irak ayant annoncé sa volonté de négocier.

Pour la défense française, la guerre du Golfe apparaît après coup comme une rupture. En premier lieu, par l'efficacité du proces-

# TEMOIGNAGE



BCH THOMAS



L'adjudant-chef Didier Delporte, président des sous-officiers du 1<sup>er</sup> Régiment de Spahis (AMX10RC) de Valence, était maréchal-des-logis au sein de cette unité. Au sein de son escadron, il est chef de pièce Hot (missile anti-char) et participe aux opérations terrestres.

## Quel état d'esprit régnait dans votre section avant de franchir la frontière ?

Nous savions que nous partions vers l'Euphrate en direction d'Al Salman, sans plus d'informations sur notre mission et sur notre position. Cela étant, on ne ressentait pas de tension particulière. Beaucoup de choses se disaient sur cette armée puissante face à nous et, quand la frontière a été franchie, nous avons tous pris conscience que le danger commençait ici et que nous entrions en guerre.

## Quelle était la menace que vous appréhendiez le plus pendant l'engagement ?

La menace chimique. Même sur le bateau qui nous amenait à Yanbu nous avons fait des exercices et des simulations NBC pour être préparés au maximum. Nous avons déjà travaillé les procédures en France et aussi là-bas sur place. Sur les 6 mois et demi, nous avons eu de nombreuses alertes de Scud. Lorsqu'elles étaient de risque maximal, les grandes unités se séparaient, et nous partions ainsi tout droit au milieu du désert.

## Avez-vous été confronté à des éléments blindés ?

Oui, en arrivant sur les positions d'Al Salman. Cette base était en majeure partie détruite, il ne restait alors que quelques blindés et quelques troupes à pied. Nous nous sommes vite aperçu que cette armée était complètement déboussolée et qu'on lui avait tellement menti qu'elle ne s'attendait pas à nous voir. Selon leurs chefs, nous avons été anéantis au passage de la frontière. Notre présence fut pour eux une énorme surprise.

## Quel est votre souvenir le plus marquant ?

Un vendredi, soir après le rassemblement, on nous apprend que nous sommes en alerte pour partir dans le Golfe. Certains sont déjà en week-end ou vont rejoindre la famille. Nous partons dans la foulée peindre nos véhicules en camouflage sable à Lyon. Le samedi matin nous sommes au complet. Certains ont passé la nuit entre deux trains, d'autres ont fait l'aller-retour depuis chez eux, mais nous sommes tous là, sans état d'âme. Car le sens de la mission est une valeur forte.

# FORMATION DES ARMÉES

sus décisionnel, tant dans la gestion de la crise que dans la conduite de la guerre. Par ailleurs, l'armée française parvient à remplir son contrat opérationnel – pouvoir projeter 7000 hommes à 7000 kilomètres – et répond à l'exigence du gouvernement de faire pleinement participer le pays à la coalition internationale. Cependant, la mise sur pied, la projection et l'emploi des forces en Arabie saoudite révèlent une inadaptation certaine de l'outil militaire national. Cette expérience va nourrir les réflexions qui seront menées sur la coopération interarmées et la participation à des opérations multinationales.

## UNE RUPTURE DANS LA CONDUITE DES OPÉRATIONS EXTÉRIEURES

D'emblée, il convient d'affirmer que la gestion politique et militaire de la guerre du Golfe marque une rupture fondamentale dans la conduite des opérations extérieures. Tranchant avec l'absence de règles affirmées qui prévalait jusqu'alors, elle a défini le processus décisionnel de temps de crise mis en œuvre depuis.





SHD AIR

**La campagne aérienne préalable de 43 jours a permis d'interdire toutes actions de l'aviation irakienne et de faire diminuer la menace balistique (missiles scud). Elle a aussi été l'occasion d'employer des armements à guidage de précision. (laser)**

ECPAD

Au cœur des décisions, le président de la République, François Mitterrand, imprime sa marque. Sa célèbre formule, « nous sommes dans une logique de guerre », montre bien sa volonté d'assumer devant l'opinion publique son rôle de chef des armées. Ce faisant, il rappelle la primauté conférée à la fonction présidentielle sous la V<sup>e</sup> République. Durant toute la durée de la crise, deux réunions quotidiennes sont les moments privilégiés du processus de décision. Tous les matins, une réunion présidée par le secrétaire général de l'Élysée, Jean-Louis Bianco, réunit les chefs de cabinet des ministres concernés, leurs collaborateurs, ainsi que le conseiller diplomatique du chef de l'Etat et son chef d'état-major particulier (CEMP). En fin d'après-midi, un conseil restreint, tenu sous la présidence de François Mit-

terrand, rassemble le Premier ministre, les ministres concernés par les questions de défense, le chef d'état-major des armées, les chefs d'état-major de chaque armée, ainsi que le CEMP, pour décider des actions du lendemain.

## LES CHEFS MILITAIRES PARTICIPENT DE MANIÈRE NOUVELLE À LA FABRIQUE DE LA DÉCISION.

Seul militaire présent lors de ces deux réunions, le vice-amiral Jacques Lanxade, CEMP, joue un rôle d'intermédiaire entre la volonté présidentielle et les attentes des militaires. Son influence est décisive sur certaines questions délicates, comme la volonté de réserver la décision de l'engagement des forces tout en déléguant leur contrôle à la coalition. Quant au chef d'état-major des armées, le général d'armée Maurice Schmitt, il est l'interprète des choix présidentiels dans le domaine militaire : il est par exemple, à l'origine du choix du placement de la division Daguet

# TEMOIGNAGE



SIRPA AIR

**Chef du Sirpa-Air**, le colonel William Kurtz est, en 1990, pilote sur Mirage F1CR. D'octobre à novembre, il participe à la mise en place et à la montée en puissance de la base saoudienne d'Al Ahsa (à 300 km à l'est de Riyad). Lors d'un deuxième séjour, il est engagé au combat, de la fin janvier 1991 à la fin du conflit.

## De quels renseignements disposaient nos forces aériennes sur l'aviation et la défense sol-air irakiennes ?

Nous connaissions assez bien la valeur de l'armée de l'air irakienne puisque ses pilotes volaient alors sur Mirage F1EQ et qu'ils avaient été formés en France. Nous savions que la défense aérienne était surtout constituée de SA 6 et 7 et d'artillerie anti-aérienne type ZSU23/4. Nous savions aussi que cette armée était aguerrie après 8 années de guerre contre l'Iran.

## Dans quel état d'esprit pilotes et aviateurs s'engagent-ils dans la guerre ?

Dans la confiance et la détermination. La confiance, parce que nous disposions d'équipements performants et de solides bases d'entraînement acquises au cours d'opérations comme Epervier ou d'exercices comme Red Flag. La détermination, en raison du sentiment général que nous combattions pour une cause légitime.

## Quelles missions nos pilotes ont-ils remplies, et quelle a été la réponse de l'ennemi ?

Chasse, bombardement, reconnaissance, transport, ravitaillement en vol, SAR, nous étions présents sur tout le spectre, avec le sentiment d'occuper une juste place dans le dispositif allié. La chasse irakienne était paralysée par notre suprématie mais leur artillerie sol-air restait très active. Elle nous a conduits à éviter les vols à très basse altitude.

## Les concepts d'emploi d'armée de l'air ont-ils évolué depuis cet engagement ?

Nous avons privilégié les vols à moyenne altitude, comme en ex-Yougoslavie et au Kosovo, et comme en Afghanistan aujourd'hui. Nous avons revu nos équipements en regardant vers l'interopérabilité. Mais cet engagement n'a pas fondamentalement modifié les concepts de l'armée de l'air. Il a surtout confirmé la place du fait aérien dans la manœuvre interarmées.



sur l'aile gauche du dispositif de la coalition.

Aussi, la montée en puissance du dispositif militaire et l'évolution des missions des forces françaises s'inscrivent dans un dispositif piloté par l'Élysée, fédérant l'action des ministres, et dans lequel les chefs militaires participent de manière nouvelle à la fabrique de la décision, au côté des autres responsables politico-administratifs.

Les interventions extérieures de l'armée française depuis le milieu des années 70 lui ont permis de développer un savoir-faire reconnu en termes de projection de forces. Mais il s'agit, cette fois, de déployer des moyens lourds face à un corps de bataille moderne dont on surestime, à l'époque, les capacités. Dès le 9 août 1990, la décision est prise d'envoyer à Djibouti le porte-avions *Clemenceau*, porteur d'hélicoptères de l'armée de terre, à la place du groupe aéronaval. Cet usage n'était pas inhabituel, et des exercices ont entraîné la marine à collaborer avec l'armée de terre en vue de telles opérations de projection.



**Avec la guerre du Golfe, l'armée française redécouvre le conflit de haute intensité dans un contexte interarmées et interallié. Une situation qu'elles n'avait pas connue depuis la crise de Suez, en 1956.**

PASCAL GUYOT/AFP

L'envoi du *Clemenceau* en porte-hélicoptères souligne donc précisément la position française : le refus d'engager des frappes contre l'Irak, mais la promesse d'une intervention au sol si les frontières de l'Arabie saoudite sont franchies. Il permet également une entrée rapide sur zone, en attendant de voir évoluer la situation.

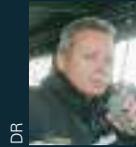
Le 15 septembre 1990, l'option aéroterrestre, planifiée depuis des semaines par l'état-major de l'armée, est acceptée: le coup d'envoi de l'opération Daguet est donné. La mission initiale des éléments français déployés à terre est de défendre l'Arabie saoudite. Puis, à partir du 8 décembre, de participer à l'offensive de libération du Koweït. La division Daguet, constituée pour l'occasion, atteint l'effectif de 9000 hommes (chiffre ne pre-

nant pas en compte le personnel de l'état-major ni celui du groupement de soutien logistique) à la fin du mois de février 1991 et bénéficie de sa propre couverture aérienne, engageant une quarantaine d'avions de combat. Le commandement des forces est confié, logiquement, au général Roquejoffre, commandant la Force d'action rapide (FAR). Créé en 1984, ce corps devait être capable d'intervenir rapidement face à la menace soviétique en Centre-Europe, tout en servant de force projetable sur un théâtre d'opérations extérieures.

La mise sur pied des éléments français accélère la réflexion, qui court depuis de nombreuses années, sur la nécessaire professionnalisation des armées françaises. En effet, les unités sont, à l'époque, toujours composées d'appelés et de soldats professionnels.

## AVEC LE CONTINGENT SE POSE LA QUESTION DE L'OPÉRABILITÉ D'UNE ARMÉE À DEUX VITESSES.

# TEMOIGNAGE



DR

**Le capitaine de vaisseau Arnaud Coustillière est officier de cohérence opérationnelle à l'état-major des armées. Lieutenant de vaisseau lors de l'opération, il était chef du service transmissions sur la frégate *Jean de Vienne*, déployée de décembre 1990 à avril 1991.**

## **Quelles ont été les missions de la marine, et plus particulièrement celles de votre frégate ?**

Elles furent principalement consacrées à la surveillance et à la protection de convois ou de zones au titre des opérations Artimon et Desert Storm. Le *Jean de Vienne*, avec en sus la participation fin décembre à une simulation sous forme de répétition en mer de la prise de contrôle des accès maritimes du Koweït, et de neutralisation des plateformes de surveillance avancée irakiennes par un tandem hélico-commandos dans le nord du Golfe. Il y eut aussi des missions de soutien logistique et de transport.

## **Quelles menaces ont pesé sur la frégate ?**

Les mines, nombreuses au large du Koweït, qui dérivèrent souvent vers Ormuz. Lors d'entraînements pour la prise des accès maritimes du Koweït nous étions dans une zone minée où, peu de temps après, deux navires américains ont été fortement endommagés.

## **Étiez-vous informés sur l'engagement des troupes au sol ?**

Oui, au travers des synthèses de renseignements, sur l'avancée générale des opérations, mais pas de façon très précise. Nous avions, en revanche, une bonne connaissance des activités aériennes, des menaces NBC et des flux maritimes, notamment de transport des troupes et des équipements.

## **Que vous a apporté cette expérience ?**

Celle d'un engagement en coalition, avec ce que cela implique en termes d'interopérabilité, notamment dans les transmissions. Mais aussi une expérience du travail avec le commandement américain, que j'ai retrouvée en Somalie et en Adriatique. Des moments très forts aussi, notamment quand, étant de quart, j'ai reçu à 3 h 40 du matin le message de déclenchement des hostilités. Le contact avec le danger, notamment en zone minée ou lors des différentes alertes en début de période d'engagement, contribue à augmenter grandement l'expérience professionnelle.

Cette dualité pose le problème de l'engagement et de l'efficacité de forces projetées hors du cadre national. D'une part, l'envoi du contingent pose un problème d'ordre juridique, d'autre part, il soulève la question de la bonne opérabilité d'une armée à deux vitesses. Les difficultés rencontrées lors de la constitution de l'opération Daguet illustrent bien le besoin, pour la France, de se doter d'un outil de défense capable de répondre au mieux à la politique des gouvernements.

Le déploiement de l'état-major interarmées de la force Daguet se révèle, en revanche, une réussite. Officiers et sous-officiers qui le composent proviennent pour beaucoup de l'état-major de la FAR, doté d'une cellule Air et d'une cellule Marine. Servi par un réseau de transmissions complet, utilisant moyens satellitaires et hertziens, cet état-major donne satisfaction dans son fonctionnement grâce à la coopération interarmées qui s'y développe. D'un point de vue tactique et opératif, les critiques formulées au lendemain des opérations sur



MIKE NELSON/AFP



SHD AIR



ECPAD

**Pour les logisticiens français, l'intervention en Irak, c'est la naissance du soutien de l'homme avec ses équipements nouveaux (gilets pare-éclats, tenues NBC adaptées au désert...).**

l'impréparation ou les insuffisances de l'armée française dans certains domaines, notamment celui du renseignement, ne sont pas nouvelles ; elles font l'objet de rapports émis par l'état-major des armées depuis la fin des années 70. Mais la crise du Golfe a pour conséquence d'accélérer la prise de conscience sur la nécessité de réformer l'outil militaire.

### **L'INTERARMISATION, NÉCESSITÉ OPÉRATIONNELLE ET RÉFORME INSTITUTIONNELLE**

Au niveau supérieur, le conflit pose également la question de la prise en compte du fait interarmées, qui ne peut plus se limiter à une simple coordination ou au fonctionnement de services communs. Car, en 1990-1991, c'est surtout l'état-major des armées qui constitue le noyau d'une interarmisation en devenir ; l'expérience de Desert Storm agit donc comme le puissant accélérateur d'une tendance de fond déjà à l'œuvre.

Le processus d'interarmisation est d'abord considéré comme une nécessité opérationnelle induite par les progrès techniques ou doctrinaux réalisés dans l'art de la guerre. La réactivité et la versatilité propres aux conflits modernes rendent nécessaires l'intégration des chaînes de renseignement, de commandement et la logistique.

L'interarmisation est aussi pensée comme une réforme institutionnelle destinée à rendre les armées plus flexibles et adaptables. Dès la fin de la guerre du Golfe, une vaste réflexion s'engage sur la réforme de l'outil de défense, réflexion synthétisée à l'été 1991. Elle débouche immédiatement sur la création de nouveaux organismes à vocation interarmées tels que la Délégation aux affaires stratégiques (DAS), la Direction du renseignement militaire (DRM), le Centre opérationnel interarmées (COIA) et l'état-major interarmées de planification opérationnelle (Emia-PO), ces deux derniers fusionnant en septembre 2002 pour donner naissance au pré-Centre de

# TEMOIGNAGE



F. SEYNAT/ECPAD

SHD AIR

planification et de conduite des opérations, qui deviendra le CPCO en 2004. Le Commandement des opérations spéciales (COS) donne aux armées l'instrument opérationnel cohérent qui leur manquait au côté des formations militaires classiques. Enfin, la création du Collège interarmées de Défense (CID) inscrit cette volonté d'interarmisation dans la formation des officiers. À plus longue échéance, cette réflexion aboutit, en 1993, au Livre blanc de la Défense nationale, qui s'affranchit du modèle stratégique hérité de la guerre froide en mettant l'accent sur la projection d'un corps expéditionnaire conséquent hors Europe. Devenu chef d'état-major des armées (avril 1991-septembre 1995), l'amiral Lanxade est, avec le nouveau ministre de la Défense, Pierre Joxe, le maître d'œuvre des réformes, qui traduisent la volonté gouvernementale d'adapter l'outil de défense français. Enfin, l'interarmisation est appréhendée comme la nécessaire harmonisation des systèmes et procédures français



DR

**Chef du bureau programmation finance budget à l'état-major de l'armée de terre, le commissaire colonel Jean-Philippe Laporte est, de décembre 1990 à avril 1991 commandant du train régimentaire du 3<sup>e</sup> Régiment d'hélicoptères de combat d'Etain. Apportant un soutien de proximité aux hélicoptères de combat, il pénètre avec ses éléments jusqu'à Al Salman.**

## **Quelles sont les grandes difficultés logistiques que provoque ce déploiement pour l'ALAT ?**

Engager deux régiments d'hélicoptères de combat (RHC) renforcés, 150 appareils et tout le soutien à 6 000 km, pendant plusieurs mois et sans infrastructure était un défi. Une fois la logistique de combat satisfaite (carburant, munitions, maintien en condition opérationnelle), les plus fortes contraintes étaient les élongations dans le désert et le ravitaillement en eau pour la vie très spartiate des 1100 hommes de chaque régiment.

## **Quelles menaces pèsent sur le train régimentaire, avant et après le franchissement de la frontière ?**

La menace initiale sur le théâtre était celle des missiles Scud et de leurs éventuelles charges chimiques. Décembre-janvier est marqué par une consommation élevée des protections NBC, 3 à 4 tenues par semaine. A la même période, les mouvements vers l'ouest des très grandes unités alliées créent des intervalles que les Irakiens n'ont pas vus ou pas su exploiter. Ensuite, étant donné la rapidité de l'offensive, les menaces pour un train régimentaire étaient celles des éléments résiduels de l'armée irakienne et de la pollution du terrain.

## **Quels sont les grands enseignements que les logisticiens ont pu tirer de cet engagement ?**

A tous les niveaux, la capacité de mouvement logistique a été déterminante pour réduire les périodes de soutien où les unités de combat étaient vulnérables. Par ailleurs, Daguet, c'est la naissance du soutien de l'homme avec ses équipements nouveaux (gilets pare-éclats, tenues NBC adaptées au désert, etc.). C'est aussi la nécessité de pouvoir acheter au plus près des unités de combat pour combler les inévitables lacunes d'équipements urgents (tentes, premiers GPS...) ou d'approvisionnement (vivres frais en complément des rations de combat), ce qui consolide l'autorité du chef militaire en entretenant le moral et en préservant l'endurance de la force.



Dès la fin de la guerre, une vaste réflexion s'engage sur la réforme de l'outil de défense. Elle débouche immédiatement sur la création de nouveaux organismes à vocation interarmées.

ECPAD

avec ceux des forces de l'Otan et de l'Union européenne. Ce dernier point constitue une conséquence majeure de l'expérience, vécue en 1991, d'une coopération étroite avec l'armée américaine, pionnière dans la *jointness*, équivalent américain du concept d'interarmisation. Celle-ci n'est-elle pas d'abord nécessaire pour accompagner l'insertion de l'armée française dans les interventions multinationales, qui se multiplient après la guerre du Golfe ? Il faut être interarmées pour être interalliés.

Repensées sur ce modèle projetable et intégré, moins volumineuses, les forces armées françaises devront faire jouer leur supériorité de feu grâce aux multiplicateurs de force qui ont démontré leur intérêt au Koweït : satellites et capteurs en tous genres, projectiles intelligents et mise en réseau du C4I (Com-

mand, Control, Communications, Computers, Intelligence).

Pour la défense française, la guerre du Golfe apparaît en premier lieu comme une redécouverte du conflit de haute intensité dans un contexte interarmées et interalliés, situation qu'elle n'avait pas connue depuis la crise de Suez en 1956. Contrairement à ce qui avait alors prévalu, la décision et l'engagement des forces sont formalisés par un processus décisionnel efficace. Le retour d'expérience porte en germe la transformation de l'outil de défense nationale opérée depuis lors.

Plus généralement, ce conflit se situe sur la ligne de partage entre deux mondes stratégiques. Celui du conflit interétatique, issu de la guerre froide, et celui du nouvel ordre stratégique, focalisé par la puissance améri-

Cette guerre se situe entre le monde de la guerre froide et le nouvel ordre focalisé par la puissance américaine.

# TEMOIGNAGE



ECPAD

**Le médecin général des armées Yves Cudennec, 2<sup>e</sup> section, a commandé l'hôpital de campagne Daguet (HCD), à Rafha, près de la frontière entre l'Arabie saoudite et l'Irak, de mi-janvier 1990 à mi-mars 1991.**

## **A combien estimiez-vous le flux de blessés à accueillir avant le début des hostilités ?**

L'HCD devait pouvoir recevoir 75 blessés de première urgence par jour. Il ne reçoit, en principe, que les premières urgences et les urgences potentielles pour traitement et mise en condition d'évacuation. Pour l'opération Daguet, le triage et le traitement des extrêmes urgences était effectué par les antennes médico-chirurgicales de la division.

## **Les estimations ont-elles été confirmées ?**

Pendant la période de l'engagement terrestre (du 24 au 28 février), les pertes françaises ont été de 2 tués et 33 blessés, soit un taux de pertes de seulement 0,35 % sur trois jours. L'HCD n'a accueilli que 22 blessés somatiques pendant cette période. Il est à noter qu'aucun blessé n'est décédé après le début de sa prise en charge par la chaîne santé.

## **Le risque chimique vous a-t-il contraint à des mesures particulières pour l'accueil des blessés par arme chimique et la protection de l'hôpital ?**

Ce risque a dû être pris compte pour toutes les activités de l'hôpital. Notre réflexion a porté sur :

- l'adaptation des règles du triage des blessés ;
  - la médicalisation de la chaîne de décontamination ;
  - la prise en charge médicale de personnels blessés et intoxiqués, contaminants ou non ;
  - l'exposition de l'hôpital en activité à une menace chimique directe par un toxique, persistant ou non
- De ce point de vue, l'opération Daguet a été extrêmement riche d'enseignements.

## **La médecine de guerre a-t-elle évolué depuis ?**

Outre la validation du concept de médicalisation de l'avant – spécificité française –, il faut retenir les évolutions importantes sur les concepts d'emploi de nos moyens sur les nombreux théâtres qui ont succédé à l'Irak. Le maître mot est l'adaptabilité. Chaque théâtre est particulier et les enseignements que l'on tire pour l'un ne sont pas toujours transposables aux autres. Il a fallu concevoir notamment des structures hospitalières qui s'adaptent, tant aux missions qu'au contexte de leur emploi.



SGT MARC/SHD



ECPAD



ECPAD

ne, dans lequel les interventions se multiplient à travers les ruptures de failles ouvertes entre les anciens blocs. L'expérience de la guerre du Golfe suscite les réflexions doctrinales de la Revolution in Military Affairs, mises au banc d'essai lors de la guerre du Kosovo (usage massif de projectiles guidés, guerre dans la profondeur visant aussi bien l'ennemi qu'un effet sur la population, mise en réseau des capteurs et systèmes du C4ISR (Command, Control, Communications, Computers, Intelligence, Surveillance and Reconnaissance). Depuis lors, la *Global War Against Terrorism* semble avoir révélé les limites de cette volonté d'intervenir toujours, en tous lieux, avec une puissance écrasante pour limiter les pertes. En témoigne le retour à une forme de guerre où l'action au sein d'une population remplace l'action dans la profondeur du dispositif militaire adverse.

**Dominique Guillemin et capitaine Ivan Cadeau  
du Service historique de la Défense**

# COMMEMORATION



Le 26 février, les troupes françaises ont participé au défilé à Subiya (Koweït) pour la commémoration du 20<sup>e</sup> anniversaire de la libération du Koweït et du cinquantenaire de son indépendance.

YASSER ALZAYAT / AFP



## L'inscription Koweït 1990-1991

Une commémoration officielle de l'opération Daguet aura lieu le 6 avril à Nîmes au cours de laquelle seront présents les 17 emblèmes ayant reçu l'inscription « Koweït 1990-1991 » en octobre dernier. L'inscription « KOWEÏT 1990-1991 » est attribuée aux drapeaux et étendards des formations des armées suivantes :

### FORMATIONS DE L'ARMÉE DE TERRE

Légion étrangère

2<sup>e</sup> Régiment étranger d'infanterie

1<sup>er</sup> Régiment étranger de cavalerie

6<sup>e</sup> Régiment étranger du génie

Troupes de marine

3<sup>e</sup> Régiment d'infanterie de marine

1<sup>er</sup> Régiment de parachutistes  
d'infanterie de marine

11<sup>e</sup> Régiment d'artillerie de marine

Arme blindée, cavalerie

4<sup>e</sup> Régiment de dragons

1<sup>er</sup> Régiment de spahis

Train

6<sup>e</sup> Régiment de commandement et de soutien

Aviation légère de l'armée de Terre

1<sup>er</sup> Régiment d'hélicoptères de combat

3<sup>e</sup> Régiment d'hélicoptères de combat

### FORMATIONS DE L'ARMÉE DE L'AIR

5<sup>e</sup> escadre de chasse

7<sup>e</sup> escadre de chasse

11<sup>e</sup> escadre de chasse

33<sup>e</sup> escadre de reconnaissance

61<sup>e</sup> escadre de transport

64<sup>e</sup> escadre de transport

# Traditions

## La marine contre vents et marées

Dans le monde clos et confiné d'un navire, que les marins partagent souvent pour de longs mois, le respect de règles qui garantissent la hiérarchie militaire, mais aussi la cohésion sociale, est vital. Les traditions sont là pour rappeler cette nécessité.



**Ci-contre: Rituel du passage de l'Equateur à bord de l'*Iphigénie*, en 1887.**  
**A droite: Le bosco et son sifflet, qui rythmait les manœuvres et les cérémonies.**  
**Ci-dessous: Le "poste de bande", formé par les marins au garde-à-vous**



SHD MARINE



LAETTIA RAPUZZI / MARINE NATIONALE

ANNE-FLORE CABURET / MARINE NATIONALE



LAETTIA RAPUZZI / MARINE NATIONALE



« **U**n navire de guerre est d'abord un système de combat. Mais c'est aussi un moyen de déplacement en même temps qu'un lieu de travail et une zone de vie, fait remarquer le capitaine de vaisseau Frédéric de Mauduit du Plessis, chef d'état-major de l'Ecole navale. C'est donc un monde confiné où les espaces privés sont réduits au minimum, un microcosme isolé au milieu de l'Océan. » Ses habitants sont pourtant amenés à vivre « loin, longtemps et en équipage », comme le dit l'adage. Ils y parviennent en constituant de véritables microsociétés régies par des usages, un protocole et des traditions parfois séculaires.

« La clé de l'harmonie sociale réside d'abord dans le cloisonnement des espaces, explique l'officier. Les marins de tous grades ont besoin de se retrouver entre soi quand le travail est terminé. » D'où ces espaces communs propres à chaque catégorie de personnel, les « carrés » – d'officiers ou d'officiers-mariniers – avec, sur les grands bâtiments, d'autres subdivisions hiérarchiques. « L'expérience de la vie en mer en a, dans toutes les marines du monde, imposé la nécessité pour plusieurs raisons, écrit l'amiral Roger Vercken dans *Marine et bons usages*. Différences d'âge et de centres d'intérêt, diversité des personnels, différenciation favorable à la discipline entre les ■■■■

■ ■ ■ échelons hiérarchiques, enfin possibilité pour les membres de chaque collectivité de se détendre, hors de la présence effective de leurs supérieurs et de leurs subordonnés.» Un officier-marinier ne pénètre dans un carré d'officiers que s'il y est invité, et l'inverse est vrai.

De même que l'organisation de l'espace, celle du temps est liée aux contraintes de la vie embarquée. Un navire de guerre vit 24 heures sur 24, et le service y est découpé en quarts. A l'origine, ils étaient de six heures, soit quatre tranches par jour, d'où leur appellation. De là viendrait

le mot « quartier-

maître », premier grade de la marine.

Ils sont de quatre heures aujourd'hui.

Un marin en assure deux ou trois par

jour, parfois pendant plusieurs

semaines, voire plusieurs mois.

Moment attendu par les marins, l'arrivée à l'escale est

régie par des usages, vestiges, pour

la plupart, de la marine à voile.

Lorsqu'il est en visite officielle dans

un port étranger, un bâtiment militaire

est un « morceau de territoire national ».

A ce titre, il est tenu à des règles de courtoisie.

Les marins non requis pour les manœuvres d'accostage s'alignent sur le pont au garde-à-vous et en

tenu de cérémonie : c'est le « poste de bande ».

Le timonier fait hisser le pavillon du pays hôte et diffuser son hymne national (autrefois joué au clairon, quand les enregistrements sonores n'existaient pas).

Le navire tire ensuite une salve (jusqu'à 21 de coups de canon lorsque l'autorité suprême du pays s'est déplacée), auxquels l'hôte répond par le même salut.

Seuls moyens de communiquer à distance autrefois, les mouvements de pavillon et le son du clairon ou du canon sont restés dans le protocole.

De même que le sifflet de gabier avec lequel le bosco (manœuvrier) rythme les manœuvres

(hisser les voiles, armer un canot, cesser le travail...). Jadis, « les officiers allaient à terre dans les chaloupes que les matelots mettaient à l'eau », rappelle l'amiral Serge Thébaut, délégué général à l'Institut des hautes études de la Défense.

*Le bosco rythme la descente ou la remontée de l'embarcation à l'aide de ce sifflet.* » Un coup pour un jeune officier et jusqu'à trois pour un officier supérieur.

« La manœuvre durait plus longtemps lorsque la chaloupe était alourdie par l'embonpoint de ces messieurs... », sourit l'amiral.

Aujourd'hui, le sifflet de

sanctionne les atteintes à la bienséance avec ses « attributs » — des reproductions miniatures réservées à cet usage: le mur (de la vie privée) pour celui qui s'aventure dans des sujets trop intimes, le balai pour l'officier qui ferait bien de l'utiliser devant sa porte et la civière, décernée à celui qui ferait bien de quitter la pièce avant que le ridicule ne le tue.

Mais le président peut lui-même être sanctionné. Le midship (plus jeune officier dans le grade le moins élevé), qui se doit d'amuser le carré par ses talents de poète ou de chanteur, a le pouvoir de le rappeler à l'ordre s'il abuse de son autorité, sans craindre les sanctions car celles-ci ne sont attribuées que par le vice-président.

L'atmosphère de ces repas est à la fois théâtrale et bon enfant. « Cette forme d'exutoire peut se révéler très utile pour faire passer certains messages en douceur », explique le capitaine de vaisseau Mauduit du Plessis.

Quant au midship, le rôle central qui lui est attribué dans ce singulier système de régulation croisée « est une façon de le valoriser et de le préparer à ses futures fonctions de commandant. »

Chez les officiers-mariniers, c'est l'expérience du travail en mer, la culture se transmet sur tout par les chants de marins.

Racontant la dureté de la vie du bord, les caprices du ciel ou l'exotisme des escales, ils décrivent aussi les gestes des timoniers, ceux des boscos ou des mécanos.

« Au fil de l'Histoire, de nouveaux couplets s'ajoutent », explique l'amiral Thébaut. « C'est pourquoi, même si les bâtiments se modernisent, ces chants restent la meilleure façon de transmettre aux plus jeunes le savoir-faire et le bon sens marin. »

Jean de Preneuf, maître de conférences à l'université Lille Nord de France, rappelle d'ailleurs qu'« à chaque évolution technologique émerge la crainte de voir se perdre les traditions, comme lors du passage de la voile à la propulsion vapeur. Pourtant, elles se réinventent perpétuellement au sein de la communauté des gens de mer. »

Encore faut-il « mériter » l'appartenance à cette communauté. C'est ainsi qu'aucun marin n'échappe au rite du passage de la Ligne (de l'Equateur).

Depuis les temps anciens, cette latitude est réputée dangereuse « car il s'y produit des manifestations inconnues dans l'hémisphère

## Superstition et bon sens marins

**Lapin: ni embarqué à bord, ni servi à table, il n'est évoqué que sous l'appellation d'« animal aux grandes oreilles ». Amateur de chanvre, ce rongeur risquait de grignoter les nombreux cordages présents sur un navire.**

**Corde: un marin ne parle jamais de corde (sauf pour celle de la cloche), mais de bout (prononcer "boute"), depuis l'époque où les mutins étaient pendus à bord.**

**Ail: accroché en salle des machines, il éloignerait les tempêtes et les monstres marins et donnerait du courage. En fait, l'ail est excellent pour repousser les vermines et possède des vertus antibiotiques.**

**Pompon rouge: ornant le bachi du matelot, il est censé porter bonheur aux jeunes femmes qui le touchent. Certains voient en lui un moyen d'amortir les chocs à la tête, courants dans les bateaux aux plafonds bas.**

**Oiseaux marins: pour les marins, la présence d'albatros ou de mouettes signifie que la terre est proche. Quand ces oiseaux volent bas ou se posent sur l'eau, les gens de mer savent que la tempête approche. Les phénomènes atmosphériques qui accompagnent le mauvais temps rendent en effet leur vol plus difficile.**

gabier est toujours utilisé pour rendre les honneurs aux officiers qui passent le bord.

Comme à l'époque, plus l'officier est gradé, plus le coup de sifflet est long!

Parallèlement aux usages qui régissent la vie à bord, il y a les traditions. Ce sont des « vecteurs de références que le marin respecte car elles sont le ciment de la cohésion sociale », affirme l'amiral Thébaut.

Surtout pour les officiers. C'est dans leur carré que se déroule la plus connue: les repas présidés.

Ils sont donnés, après une longue période de navigation (les veilles d'escale ou à la « bascule », c'est-à-dire à mi-parcours) sur décision du président de carré (officier le plus ancien dans le grade le plus élevé).

Lors de ces repas « améliorés » se déroulent des joutes verbales, dont le président



Un marin est de quart à la coupée. Un bâtiment militaire vivant 24 heures sur 24 le service y est découpé en quarts. A l'origine d'une durée de six heures, ils sont aujourd'hui de quatre heures.

Nord, comme les violentes averses ou même simplement, le changement des constellations dans le ciel », résume l'amiral Thébaut. D'où le besoin d'en démystifier le franchissement. Pour les « néophytes », ceux qui la passent pour la première fois, une cérémonie est organisée par les « dignitaires » ceux qui l'ont déjà franchie. Avant d'être autorisés à pénétrer dans le royaume des mers gardés par les dieux Neptune et Amphitrite, son épouse, qu'incarnent des dignitaires, les néophytes, tous grades confon-

du, sont « rendus présentables ». Enduits de graisse et aspergés d'eau et de farine, ils passent une série d'épreuves à l'issue desquelles ils sont « baptisés » dans une cuve d'eau avant de recevoir leur « certificat ». Ce rituel initiatique, où se mêlent références païennes et chrétiennes, mythologie et esprit carnavalesque, a beaucoup évolué avec les époques. Mais certaines figures sont immuables. Ainsi, l'Astronome s'assure des coordonnées de la Ligne, le Juge inflige les épreuves et l'Evêque s'occupe du baptême.

« Naviguer sous l'Equateur, à la merci des tempêtes tropicales, était une épreuve de force. Aujourd'hui, ce n'est plus aussi vrai. Mais le passage de la Ligne marque toujours l'intronisation dans la confrérie des marins hauturiers », explique Jean de Preneuf. Et en tête de toutes les traditions des gens de mer, qu'elles se transmettent dans l'atmosphère feutrée des carrés ou à fond de cale, il participe à l'« agrégation de destins individuels au sein d'une histoire collective. »

■  
Cynthia Glock

## Des mots et des expressions venus du large

**Régler une affaire en deux coups de cuillère à pot :** viendrait du surnom donné à un sabre d'abordage utilisé au temps de la marine à voile. Sa coquille servant à protéger la main le faisait ressembler à une cuillère.

**Passer à la trappe :** lorsqu'un lieutenant de vaisseau passait capitaine de corvette, il changeait de catégorie d'officiers, donc de carré. Ses camarades officiers subalternes le faisaient passer par la trappe « passe-plats » située entre leur carré et celui des officiers supérieurs.

**Branle-bas de combat :** jusque dans les années 60, les matelots dormaient dans des

hamacs, qui avaient l'avantage d'amortir le roulis et le tangage, d'où leur surnom de « branles ». A l'approche du combat, les hamacs étaient repliés et disposés le long du bastingage pour renforcer la protection du bâtiment. Vestige de cet usage, la radio de bord diffuse chaque matin le « branle-bas », littéralement « se mettre à bas de son hamac », qui sonne le réveil de l'équipage.

**Veiller au grain :** le grain désigne encore maintenant un fort coup de vent. Les marins de quart devaient surveiller sans relâche les changements de mer ou de vent pour éviter de mettre le navire en difficulté.

**Faire gaffe :** la gaffe, ce crochet fixé au bout d'un manche, sert à récupérer un objet à la mer. Au moment où le bateau s'approche du quai ou s'en écarte, elle sert aussi à le maintenir à distance pour préserver la coque du contact avec le quai. Pour les marins, « tenir quelqu'un ou quelque chose à longueur de gaffe », signifiait « se tenir à distance ». Par déformation, l'expression a donné « faire gaffe », pour « faire attention ».

**Etre du même bord :** les équipages sont divisés en deux bordées : tribord et bâbord. Dans la marine royale, le premier était réservé aux nobles, le second aux hommes d'équipage.



ROLAND LENNAD / SCA - ECPAD

### **Allemagne, mars 1945 : un reporter de guerre de l'armée française à Hagenbach**

Venant d'Alsace, les Alliés viennent de franchir la ligne Siegfried, une ligne fortifiée qui s'étend sur plus de 630 kilomètres de Clèves à la frontière néerlandaise, jusqu'à Weil-am-Rhein, à la frontière suisse. Ils font leur entrée en Allemagne en mars 1945.

# Think Tanks

## et stratégie militaire

**Cultivant leur indépendance, ces laboratoires d'idées nés à la fin du xx<sup>e</sup> siècle à la faveur des grands conflits, influencent les décideurs. Au point d'être devenus des acteurs incontournables de la diplomatie.**

**L**es think tanks (TT) ont toujours entretenu avec la stratégie une liaison étroite, parfois sulfureuse. Généralement peu traduit en français, sinon par « réservoir d'idées », ce terme n'est-il pas en partie issu du vocabulaire militaire ? De toutes les filiations étymologiques proposées pour le mot *tank* – réservoir, silo à ogive, char d'assaut ou la pièce dans laquelle militaires et stratèges s'enfermaient pour prendre les grands décisions –, on retiendra la nécessité pour un TT d'être à l'abri des pressions extérieures. Les plus anciens sont nés des grands conflits modernes de la fin du xix<sup>e</sup> siècle et du début du xx<sup>e</sup> siècle (guerre de Sécession et première guerre mondiale). Ils se sont multipliés après la deuxième guerre mondiale, à la faveur de la guerre froide et de l'élaboration des doctrines de dissuasion nucléaire. Après avoir essaimé aux États-Unis et en Europe (56 % du total des TT, tous domaines confondus, en 2008), ils prolifèrent désormais en Asie, en particulier en Chine, qui en compte désormais près de 500, loin derrière les États-Unis (plus de 1800 !), mais devant la Grande-Bretagne (278) ou la France (176) (1). Composés d'intellectuels évoluant au sein d'élites précocement transnationalisées, ils se sont donné pour mission d'aider les décideurs à penser et à agir dans un

environnement conflictuel ou post-conflictuel de plus en plus complexe.

Aux États-Unis, les interactions entre les TT et la haute administration sont particulièrement nombreuses en vertu d'une tradition politique ancienne. Leur influence sur

les décideurs a beaucoup été érigée en stratégie, elle demeure bien difficile à mesurer. Elle s'impose parfois avec la force de l'évidence, comme lors de l'invasion de l'Irak, en 2003,

encouragée et préparée par plusieurs TT néoconservateurs, tel The Project for the New American Century (PNAC), dont plusieurs membres appartenaient à l'administration Bush (2).

Sans aller jusqu'à ce degré – sans doute unique et, finalement, contre-productif – d'implication dans le processus décisionnel, les TT s'efforcent de mettre leur expertise au service des buts poursuivis par les décideurs. Née au sein de l'US Air Force,

dès 1945, la Rand Corporation fait figure de modèle, avec ses 200 millions de dollars de budget annuel et son millier de chercheurs, dont les études vont bien au-delà des questions de défense et de sécurité stricto sensu.

### Devoir de vigilance et diplomatie

On aurait tort de croire, cependant, que les TT, proches des responsables politico-militaires, comme l'est la Rand vis-à-vis du Pentagone, s'interdisent toute critique de la stratégie privilégiée à un moment donné par l'exécutif. Ils produisent parfois, au contraire, une contre-expertise salutaire, quand bien même celle-ci serait le fruit de chercheurs isolés dans leur institution et marginalisés par les décideurs. La Rand elle-même en a vu passer dans ses rangs, jusqu'au très médiatique Daniel Ellsberg, le divulgateur des célèbres *Pentagon Papers* en 1971 (3). Condition sine qua non de la crédibilité des TT, l'indépendance intellectuelle consiste à avoir le courage de critiquer la stratégie adoptée, ses présupposés, ses modalités comme ses objectifs, lorsque celle-ci paraît déconnectée à l'excès des réalités locales et régionales.

Entre ce devoir de vigilance en interne et le rôle croissant qu'ils jouent dans le cadre de la diplomatie parallèle avec leurs partenaires étrangers, les TT sont ainsi devenus des acteurs, modestes mais incontournables, de la sécurité collective. ■



CHRISTOPHE FIARD/DICOD

**PIERRE JOURNAUD**  
chargé d'études à l'Institut de recherches stratégiques de l'École militaire (IRSEM).

1. James G. McGann (dir.), « The Global "Go-To Think Tanks" : The Leading Public Policy Research Organizations in the World » (rapport 2010, téléchargeable sur : [www.fpri.org/research/think-tanks](http://www.fpri.org/research/think-tanks)).

2. Stephen Boucher et Martine Royo, *Les think tanks, cerveaux de la guerre des idées*, Paris, éd. du Félin, 2009 (2<sup>e</sup> éd.).

3. Mai Elliott, « RAND in Southeast Asia : A History of the Vietnam War Era », Rand Corporation, 2010 (téléchargeable sur : [www.rand.org/pubs/corporate\\_pubs/2010](http://www.rand.org/pubs/corporate_pubs/2010)).

## Que sont les héros devenus?

La revue *Inflexions*, portant sur les sciences humaines et sociales propose, dans ce numéro, de débattre sur le statut du héros d'aujourd'hui. A travers une vingtaine de textes, sociologues (D. Schnapper, C. Weber...), philosophes (M. Castillo, J.-P. Charnay), historiens (X. Boniface, J.-C. Martin...), psychiatres (médecin-chef P. Clervoy...), civils

et militaires (le général Dary, gouverneur militaire de Paris, le colonel Goya...) s'interrogent sur la place du héros dans notre société. Généralement tournés vers le passé, peu de récits narrent les épopées de guerriers contemporains.

De page en page, les auteurs apportent leur point de vue et invitent le lecteur à participer.

**Inflexions n° 16. Civils et militaires: pouvoir dire, édité par l'armée de terre, La Documentation française, 232 p., 12 €**



## Le ciel est mon désir, pilote de chasse pendant la guerre froide 1969-1991



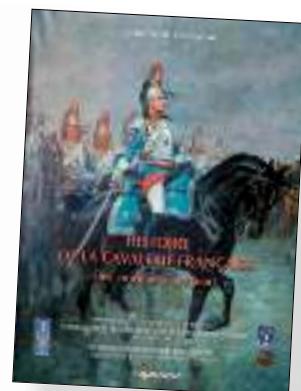
Le général (2S) Yvon Goutx découvre l'aviation à l'âge de 16 ans. Quatre ans plus tard, il entre dans l'armée de l'air par la «petite porte» en passant le concours d'entrée de l'école des sous-officiers pilotes. L'auteur conte ses 22 premières années passées sous l'uniforme. On découvre le quotidien de sa vie de pilote, quand il se préparait à lutter contre les forces du Pacte de Varsovie. Il partage ses impressions lorsque, seul dans son avion, il est le bras armé du pouvoir politique et qu'il doit effectuer sa mission sans état d'âme.

**Yvon Goutx, éd. Lavauzelle, 416 p., 27 €**

## Histoire de la cavalerie française, des origines à nos jours

De l'Antiquité au théâtre afghan, la cavalerie s'est illustrée lors de nombreuses batailles. Cet ouvrage retrace l'histoire et l'évolution que cette composante de l'armée de terre a connue au cours des siècles, illustrations à l'appui. Des chevaux aux engins motorisés, des défaites aux victoires, le capitaine Béneytou, actuel conservateur du musée de la Cavalerie des Ecoles militaires de Saumur nous livre le fruit de ses recherches.

**Jean-Pierre Béneytou, éd. Lavauzelle, 248 p., 49 €**



## Memento militaire



Une machine à batailles, c'est souvent de cette manière qu'est présentée l'institution militaire. Après quelques rappels historiques allant du traité de Westphalie à juin 1940, l'auteur propose d'étudier l'évolution qui a conduit aux idées et aux comportements ayant cours dans l'institution durant la période contemporaine, c'est-à-dire, pour lui, de 1940 à nos jours. Evoquant la

transformation des structures ministérielles et territoriales et, bien sûr, les méthodes opérationnelles, il s'intéresse également au sort des hommes qui font l'institution.

Ce n'est pas un recueil de réglementations éparpillées, mais un résumé d'histoire des institutions.

**Eugène-Jean Duval, éd. Elzévir, 508 p., 19,90 €**

## Histoires de l'Histoire de la Légion

Ce livre qui fait l'histoire du corps d'armée, nous ouvre, à travers des scènes de vie, des anecdotes, des témoignages et des souvenirs, les portes de la Légion étrangère. Engagez-vous et partagez, du mythe à la réalité, quelques moments de vérité. Tabous et langue de bois n'ont pas lieu d'être. Vagabonds, baroudeurs, agriculteurs ruinés, ou encore amoureux trompés, l'auteur nous raconte, sans jamais juger, la vie de ces hommes qui ont fait le choix de servir dans la Légion étrangère, cette institution si souvent objet de fantasmes.

**Emilio Condado Madera, coll. Témoignage, éd. Publibook, 334 p., 26 €**

